**République Française**
**Département de l'Hérault**
**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VALLÉE DE L'HÉRAULT**

~~~~~~

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - Réunion du : lundi 20 octobre 2025**

~~~~~~

**INTERVENTION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VALLÉE DE L'HÉRAULT DANS LE CADRE DU PROGRAMME LEADER 2023-2027 PORTÉ PAR LE GAL DU PAYS CŒUR D'HÉRAULT**

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'est réuni ce jour, lundi 20 octobre 2025 à 18h00 en Salle du Conseil communautaire, sous la présidence de Monsieur Jean-François SOTO, Président de la communauté de communes. La convocation a été adressée le 9 octobre 2025.

| | |
|---|---|
| Étaient présents ou représentés | M. Jean-François SOTO, Mme Nicole MORERE, M. Ronny PONCE, M. Pierre AMALOU, M. Olivier SERVEL, Mme Christine DEBEAUCE, M. Jean-Claude CROS, Mme Josette CUTANDA, M. Jean-Pierre PUGENS, M. Anthony GARCIA, Mme Véronique NEIL, M. Stéphane SIMON, Mme Martine BONNET, M. Robert SIEGEL, M. Pascal DELIEUZE, Mme Jocelyne KUZNIAK, M. David CABLAT, M. Jean-Pierre GABAUDAN, Mme Roxane MARC, M. Yannick VERNIERES, Mme Chantal DUMAS, Mme Christine SANCHEZ, M. Yves GUIRAUD, Mme Monique GIBERT, Mme Marie-Françoise NACHEZ, M. José MARTINEZ, M. Philippe LASSALVY, M. Marcel CHRISTOL, M. Thibaut BARRAL, M. Claude CARCELLER, Mme Marie-Agnès SIBERTIN-BLANC, M. Jean-Luc DARMANIN, M. Jean-Pierre BERTOLINI, M. Daniel JAUDON - M. Bernard PINGAUD suppléant de Mme Béatrice FERNANDO, M. Jean-Louis RANDON suppléant de M. Bernard GOUZIN, M. Bernard CAUMEIL suppléant de M. Daniel REQUIRAND. |
| Procurations | M. Philippe SALASC à M. David CABLAT, M. Jean-Marc ISURE à M. José MARTINEZ, Mme Martine LABEUR à Mme Christine DEBEAUCE, Mme Marie-Hélène SANCHEZ à M. Olivier SERVEL, Mme Valérie BOUYSSOU à M. Anthony GARCIA, Mme Florence QUINONERO à Mme Véronique NEIL. |
| Excusés | M. Henry MARTINEZ, M. Christian VILOING, M. Gregory BRO. |
| Absents | M. Nicolas ROUSSARD, M. Laurent ILLUMINATI. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Quorum : *25*<br><br>Secrétaire de séance : *Daniel JAUDON* | Présents : 37 | Votants : 43 | Pour : 43<br>Contre : 0<br>Abstention : 0<br>Ne prend pas part : 0 |

*Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et L 5211-6 alinéa 1.*
*Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur.*
*VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite NOTRe) ;*
*VU la délibération du Conseil communautaire du 18 novembre 2024 relative à la modification de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n°2023-10-DRCL-0518 du 10 octobre 2023 fixant les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault ;*
*VU la délibération N°CP/2025-05/15.09 du Conseil régional Occitanie du 23 mai 2025 portant sur le conventionnement avec les Groupes d'Actions locales LEADER, donnant la possibilité aux EPCI d'apporter des aides économiques dans le cadre spécifique des contreparties nationales des aides LEADER ;*
*VU la délibération N°2024-38 du 5/07/2024 du Syndicat Mixte de Développement Local du Pays Cœur d'Hérault, structure porteuse du GAL Cœur d'Hérault, approuvant la stratégie LEADER 2023-2027 du GAL Cœur d'Hérault, les fiches actions et la répartition de l'enveloppe budgétaire FEADER dédiée au programme LEADER 2023-2027 ;*
*VU la Convention relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027 entre l'autorité Régionale / la Région Occitanie et le Syndicat Mixte de Développement Local du Pays Cœur d'Hérault, structure porteuse du GAL Cœur d'Hérault, signée le 4 mars 2025 et ses annexes (Fiches action jointes en annexe) ;*
*VU la délibération N° CP/2024-12/15.01 du Conseil régional Occitanie du 13 décembre 2024 portant sur l'adoption d'un cadre d'intervention complémentaire « Maintien et développement de l'activité des entreprises » ;*
*VU l'avis favorable des membres de la commission économique réunie le 25 septembre 2025,*

CONSIDERANT que le développement de l'économie de proximité est un des axes privilégiés des programmes d'actions proposés par les 37 Groupes d'Action Locale dans le cadre du programme LEADER Occitanie 2023-2027 en lien avec les Intercommunalités de leur territoire,
CONSIDERANT qu'en application du cadre règlementaire en vigueur, le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) intervient, en soutien des projets retenus, en contrepartie de dépenses publiques nationales mobilisées sur ces projets,

CONSIDERANT que dans le cadre de la Loi Notre, la Région est compétente en matière d'aides aux entreprises au titre de l'article L1511-2 du CGCT. L'intervention complémentaire ou subsidiaire d'un EPCI peut s'opérer à travers l'existence d'un dispositif régional la régissant, et la signature d'une convention entre celui-ci et la collectivité régionale,
CONSIDERANT qu'afin de permettre aux intercommunalités d'apporter la contrepartie publique nationale permettant de déclencher l'intervention du FEADER, il vous est proposé, en application de l'article L1511-2 du CGCT, d'adopter la convention-type jointe entre la Région Occitanie, le Syndicat Mixte de Développement Local du Pays Cœur d'Hérault, structure porteuse du GAL Cœur d'Hérault, et les 3 Établissements Publics de Coopération Intercommunale de son territoire,
CONSIDERANT que cette convention-type prévoit que, dans le cadre exclusif des contreparties LEADER, les EPCI peuvent décider de participer au soutien des entreprises de leur territoire, en application des dispositifs régionaux en vigueur,
CONSIDERANT que l'intervention des EPCI sera ainsi régie prioritairement par les quatre dispositifs « classiques » de mise en œuvre de la politique régionale (« Economie de proximité », « Contrat Transmission/Reprise », « Pass transformation » et « Contrat Entreprise d'Avenir »). Le dispositif souple intitulé « Maintien et développement de l'activité des entreprises » sera mobilisable uniquement dans les cas où le projet de l'entreprise n'est pas éligible aux autres dispositifs régionaux,
CONSIDERANT qu'en application de cette convention-type, il appartiendra à chaque EPCI de procéder à une information systématique de la Région à chaque attribution d'aide et d'adresser à la Région un bilan annuel,
CONSIDERANT que la convention s'applique uniquement aux aides versées par les EPCI auprès des entreprises de leur territoire en tant que contrepartie publique nationale du FEADER dans le cadre du programme LEADER, à l'exclusivité de toute autre aide versée par les EPCI,
CONSIDERANT les 4 orientations stratégiques LEADER 2023-2027 adoptées par le GAL Cœur d'Hérault (cf les 4 fiches-actions en annexe 2) :

- ✓ 1 : Agir pour une économie locale inscrite dans la bifurcation écologique (Fiche Action 1)
- ✓ 2 : Soutenir le bien-être territorial en Cœur d'Hérault (Fiche Action2)
- ✓ 3 : S'engager pour une accueillance responsable (Fiche Action3)
- ✓ 4 : Accompagner la bifurcation écologique dans l'habitat, les services et l'aménagement du territoire (Fiche Action 4)

**Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault,**
**APRES EN AVOIR DELIBERE,**
Le quorum étant atteint

**DÉCIDE**

***à l'unanimité des suffrages exprimés,***

- d'approuver la convention type ci-annexée entre la Région Occitanie, le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault, structure porteuse du GAL Cœur d'Hérault, et les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de son périmètre,
- d'autoriser le Président à signer ladite convention et à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à sa bonne exécution.

Transmission au Représentant de l'État N° 3925
Publication le 21 octobre 2025
DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE
Gignac, le 21 octobre 2025
Identifiant de l'acte : 034-243400694-20251020-23058-DE-1-1
Auteur de l'acte : Jean-François SOTO, Président de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault

Le Président de la communauté de communes



Jean-François SOTO

Secrétaire de séance



Daniel JAUDON

# Convention entre la Région, le Groupement d'Actions Locales LEADER Cœur d'Hérault et les structures intercommunales de son périmètre pour la mise en place d'aides économiques dans le cadre spécifique des contreparties nationales des aides LEADER

**Entre :**

La Région Occitanie, représentée par sa Présidente, Madame Carole DELGA,

ci-après dénommée « la Région Occitanie » ;

**et :**

Le Syndicat de Développement local du Pays Cœur d'Hérault, structure porteuse du Groupe d'Action Locale LEADER Cœur d'Hérault, représenté par son Président, Jean-François Soto,

ci-après dénommée « le GAL »

**et :**

La Commune ou Communauté de communes du Clermontais, représentée par son Président, Claude Revel,

La Commune ou Communauté de communes Lodévois et Larzac, représentée par son Président, Jean-Luc Requi,

La Commune ou Communauté de communes Vallée de l'Hérault, représentée par son Président, Jean-François Soto,

ci-après dénommée « les structures intercommunales »

Vu le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation adopté par délibération n°2022/AP-11/03 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional en date du 25 novembre 2022 pour la période 2022-2026,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Clermontais n° XXXX en date du XXXX approuvant les dispositions de la présente convention,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de communes Lodévois et Larzac n° XXXX en date du XXXX approuvant les dispositions de la présente convention,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault n° XXXX en date du XXXX approuvant les dispositions de la présente convention,

projet

Vu la nécessité d'une contrepartie publique nationale exigée par le programme LEADER telle que résultant des disposition relatives au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural résultant du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, et de l'ordonnance n°2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023

Vu la convention relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027 du 4 mars 2025 entre la Région Occitanie, autorité de gestion régionale, et la structure porteuse du Groupe d'Action Locale Cœur d'Hérault

Vu la délibération du conseil régional n°CP/2025-05/15.09 en date du 23/05/2025 approuvant les dispositions de la présente convention.

**Article 1 :**

Dans le cadre exclusif des contreparties LEADER, les structures intercommunales décident de participer au soutien des entreprises de leur propre territoire, spécifiquement dans le domaine économique.

Conformément à l'art. L1511.2.II du CGCT, elles interviendront en application des dispositifs régionaux en vigueur à la date d'attribution du financement et selon les règles européennes applicables et ce uniquement pour des demandes d'aide déposées dans le cadre du programme LEADER.

L'instruction de la demande de participation de chaque structure intercommunale est assurée par les services de la structure intercommunale en application des dispositifs régionaux.

La décision d'attribution est prise par l'Organe délibérant de la structure intercommunale.

Le versement de l'aide attribuée par la structure intercommunale est opéré par ses services.

La structure intercommunale procèdera à l'information systématique de la Région à chaque attribution d'aide. Par ailleurs, elle dressera un bilan annuel qu'elle adressera à la Région sur l'octroi de ses aides aux entreprises en montant financier et en nombre accompagnées.

**Article 2 :**

La présente convention est conclue pour tout dossier déposé à la structure intercommunale dans le cadre de la contrepartie nationale exigée par le programme LEADER, avant le 31/12/2027.

Les Parties pourront à tous moments résilier la présente convention dans un délai de 1 mois suivant réception par l'autre Partie d'un courrier de résiliation transmis avec accusé de réception.

projet

**Article 3 :**

La présente convention est conclue pour l'ensemble de la durée du programme LEADER Occitanie 2023-2027.

**Fait en 5 exemplaires, le**

La Région Occitanie

**Carole DELGA**

**Présidente**

Le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault, structure porteuse du Groupe d'Action Locale Cœur d'Hérault

**Jean-François SOTO**

**Président**

La Communauté de communes du Clermontais

**Claude REVEL**

**Président**

La Communauté de communes Lodévois et Larzac

**Jean-Luc REQUI**

**Président**

La Communauté de communes Vallée de l'Hérault

**Jean-François SOTO**

**Président**

projet

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | N° 1 | Agir pour une économie locale inscrite dans la bifurcation écologique |
| | DATE D'EFFET : 01/01/2023 | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- L'économie de proximité
- La transition écologique et énergétique
- L'accès à l'emploi en milieu rural

### 2) Objectif stratégique

La transition écologique est un axe transversal du projet de territoire du Pays Cœur d'Hérault. Cette orientation forte rencontre un écho auprès de nombreuses entreprises du territoire. Les entreprises ont cependant un enjeu de performance économique crucial pour leur survie. La rapidité des changements en-cours exige une forte capacité à s'adapter pour gagner en résilience, et à innover pour réussir à concilier performance et transition écologique.

Le territoire peut les accompagner dans ces transformations, que cela concerne leur production, leur process, les emplois qu'elles pourvoient ou leur localisation sur le territoire.

Face à ces défis à relever, à ces enjeux d'innovation et de transformation, la fiche action souhaite soutenir :

- Les activités qui tendent à la transition écologique et sociale à travers de nouvelles pratiques ou la structuration de filières locales, avec une attention particulière pour les tiers-lieux d'activités et leur mise en réseau.
- La relocalisation sur le territoire et dans les centres bourgs, d'activités, d'emplois et de formations utiles à nos filières.
- Les dynamiques collectives en faveur de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et de l'attractivité du territoire,
- Les filières favorisant la politique alimentaire et le soutien au pastoralisme.
- En amont de ces actions, la veille et la prospective nécessaire pour éclairer l'action.

**Exemples de projets attendus :**

- Structuration de la filière bois avec une plateforme de bois énergie ; soutien à une entreprise de conserverie mobile utilisant les surplus des fermes ; soutien des activités en centre de village par la création d'une société foncière rurale ; accompagnement des tiers lieux dans leurs projets et leur mise en réseau ; développement d'une alimentation saine et locale par la création d'une plateforme logistique alimentaire ; etc. ;
- Financement du plan d'action de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPECT) ; ateliers de "découverte des métiers et transmission des savoir-faire" ; édition d'une bourse Prix de l'innovation Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ; création et promotion d'une marque de territoire ; etc. ;
- Atelier intercommunal de fabrication, transformation et restauration collective ; aide à la création d'Espaces test agricoles ; animation du Programme Alimentaire Territorial (PAT) ; etc.

### 3) Descriptif des actions

3 objectifs opérationnels répondent aux enjeux fixés par l'objectif stratégique :

#### 1.1 Développer les formes d'activités inscrites dans la transition écologique

**1.2 Soutenir la relocalisation des activités, des emplois et des formations**

**1.3 Soutenir le maintien d'activités agricoles et pastorales**

**4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils**

Cet objectif stratégique participe également aux priorités inscrites dans le Contrat de Relance et transition écologique (CRTE), au Contrat Territorial Occitanie (CTO) et s'articule avec les Approches territoriales Intégrées (ATI) du Cœur d'Hérault.
Il s'intègre également pleinement dans le Pacte Vert Occitanie, et dans les diverses politiques à l'échelle du Pays : Charte de territoire, Schéma de cohérence territorial, Plan climat air énergie territorial, Projet alimentaire territorial, Charte forestière, et axes de l'agence économique, et charte et réseau des tiers lieux.

## MODALITES D'INTERVENTION

**1) Les types d'opérations**

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type :<br>Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | Les opérations de simple mise en conformité liée à une obligation réglementaire sont inéligibles. |
| Voyage d'études | |

**2) Les bénéficiaires**

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelle que soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers
- Entreprises, autres que les collectivités territoriales et leur groupement, n'entrant pas dans la définition de micro, petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne (<50 salariés et 10 M€ de Chiffre d'affaires)

**Exclusions spécifiques :**
**1.3 :** Sur l'agropastoralisme, seules les Associations Syndicales Autorisées sont éligibles.

### 3) Les conditions d'admissibilité

**1.3 :** pour les projets d'agropastoralisme, un seul dossier par maitre d'ouvrage (ASA) sur la durée du programme.

### 4) Les dépenses éligibles

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous :

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;
- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de bien neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente ;
- Crédits-bails.

### 5) Les montants et taux d'aide applicables

Taux maximal d'aides publiques :

- 80% sous réserve du régime d'aide d'Etat applicable et sous réserve du respect de la législation nationale et européenne.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter à minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 10 000 €
- Personnes physiques, entreprises, associations, fondations : 4 000 €

Plafond de l'aide FEADER :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 80 000 €
- Entreprises, associations, fondations : 40 000 €
- **1.3 – pour l'agropastoralisme porté par une ASA :** 30 000 €

### 6) Co financements mobilisables

Etat, Région, départements, EPCI, communes, syndicats intercommunaux, organismes publics

### 7) Lignes de partage avec les autres fonds européens

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEDER – FSE – FEADER
(Cf. tableau de ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL).

### 8) Eléments concernant la sélection des opérations

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action feront l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

**9) Pérennité de l'opération**

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

**10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs**

| **Numéro et intitulé de l'indicateur** | **Détail de l'indicateur** | **Valeur 2024 - 2029** |
|---|---|---|
| R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **5** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **12** |

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | N° 2 | Soutenir le bien-être territorial en Cœur d'Hérault |
| | DATE D'EFFET : 01/01/2023 | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- Les services de proximité
- L'attractivité du territoire

### 2) Objectif stratégique

Le diagnostic de territoire pointe un certain nombre de faiblesses :

- L'accès aux soins et aux services est plus limité à mesure que l'on s'éloigne de la métropole et des grands axes. Cela fragilise les populations peu mobiles, et les zones éloignées en carence d'équipements. La santé mentale et l'alimentation sont des moyens fort d'impacter la santé globale des populations
- La jeunesse de notre territoire a du mal à rester sur le territoire et à trouver réponse à leurs besoins : les politiques en faveur de l'enfance et des jeunes méritent d'être confortées.
- De façon plus globale, une attention particulière est donnée à la recréation de lien social entre les habitants et entre les services et les citoyens, au travers de projets de structures publiques ou associatives.

C'est sur ces enjeux que la fiche action sur la santé globale et le bien être territorial souhaite intervenir, en soutenant des projets qui contribuent au bien vivre en Pays Cœur d'Hérault, et à l'attractivité du territoire.

**Exemples de projets attendus :**

- Création d'un service de bus médical itinérant ; création de logements seniors intermédiaires ; soutien à la création d'une caravane de la parentalité ; soutien au projet expo-phyto ; création de système de filtration de l'eau potable ; accompagnement à la création d'une cuisine ambulante associative ; émergence de tiers lieux nourriciers et leur mise en réseau ; etc. ;
- Soutien à la mutualisation de structures sportives ou culturelles ; création de "campus connecté" pour l'accès des jeunes aux études supérieures ; études et accompagnement de projets de mobilité des jeunes, etc. ;
- Soutien à la création d'un "Foodtruck" des services publics ; conception et diffusion d'une mallette de l'instruction civique ; études et aménagements de lieux partagés favorisant les échanges et le savoir (associatif, culturel, social, formation...) ; etc.

### 3) Descriptif des actions

3 objectifs opérationnels répondent aux enjeux fixés par l'objectif stratégique :

**2.1 Soutenir les projets favorisant l'accès à la santé globale**

**2.2 Renforcer l'accompagnement des jeunes et les politiques enfance-jeunesse**

**2.3 Assurer le lien social entre habitants et entre les services publics et les habitants**

### 4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils

Cet objectif stratégique participe également aux priorités inscrites dans le Contrat de Relance et transition écologique (CRTE), au Contrat Territorial Occitanie (CTO) et s'articule avec les Approches territoriales Intégrées (ATI) du Cœur d'Hérault. Il s'intègre également pleinement dans le Pacte Vert Occitanie, et dans les diverses politiques à l'échelle du Pays :

Charte de territoire, Schéma de cohérence territorial, Plan climat air énergie territorial, Projet alimentaire territorial, Contrat local de Santé, Contrat local de santé mentale, et charte et réseau des tiers lieux.

## MODALITES D'INTERVENTION

### 1) Les types d'opérations :

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type :<br>Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | Les opérations de simple mise en conformité liées à une obligation réglementaire sont inéligibles. |
| Voyage d'études | |

### 2) Les bénéficiaires

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelle que soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers ;
- Entreprises, autres que les collectivités territoriales et leur groupement, n'entrant pas dans la définition de micro, petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne (<50 salariés et 10 M€ de Chiffre d'affaires)

### 3) Les conditions d'admissibilité

Aucune condition d'admissibilité n'est prévue.

### 4) Les dépenses éligibles

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous :

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;

- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de bien neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente ;
- Crédits-bails.

### 5) Les montants et taux d'aide applicables

Taux maximal d'aides publiques :

- 80% sous réserve du régime d'aide d'Etat applicable et sous réserve du respect de la législation nationale et européenne.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter à minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 10 000 €
- Personnes physiques, entreprises, associations, fondations : 4 000 €

Plafond de l'aide FEADER :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 80 000 €
- Entreprises, associations, fondations : 40 000 €

### 6) Co financements mobilisables

Etat, Région, départements, EPCI, communes, syndicats intercommunaux, organismes publics

### 7) Lignes de partage avec les autres fonds européens

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEDER – FSE – FEADER
(Cf. tableau de ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL)

### 8) Eléments concernant la sélection des opérations

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action feront l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

### 9) Pérennité de l'opération

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

### 10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs

| Numéro et intitulé de l'indicateur | Détail de l'indicateur | Valeur 2024 - 2029 |
|---|---|---|
| R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **2** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **10** |

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | N° 3 | S'engager pour une accueillance responsable |
| | DATE D'EFFET : 01/01/2023 | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- L'économie de proximité
- L'attractivité du territoire
- La transition écologique et énergétique
- L'accès à l'emploi en milieu rural

### 2) Objectif stratégique

Les liens entre tourisme, culture et patrimoine sont extrêmement forts en Cœur d'Hérault avec de nombreux atouts :

- ✓ Des ressources paysagères et patrimoniales exceptionnelles, 3 Grands Sites…
- ✓ Une offre émergente autour des activités de pleine nature et de l'art de vivre
- ✓ Une dynamique évènementielle et des activités culturelles nombreuses
- ✓ Un territoire accessible, en mouvement, attractif.

Malgré tout, la saisonnalité est très marquée en Cœur d'Hérault, concentrant les flux touristiques sur les Grands Sites en période estivale. Cette surfréquentation peut dégrader la qualité de vie des habitants et de l'environnement, alors que les retombées économiques liées au tourisme sont limitées par des durées de visite réduites et un parc d'hébergements marchands insuffisant.

Le territoire doit répondre à des enjeux d'accueillance durable, en impliquant les habitants et les socio-professionnels au cœur de la stratégie, pour mieux diffuser les flux touristiques dans le temps (4 saisons) et dans l'espace (maillage grands sites et sites secondaires).

Facteurs de lien social et d'appartenance à un territoire commun, les activités culturelles sont riches avec un tissu local important d'artistes et des équipements culturels structurants. Cependant, des efforts sont à faire pour réussir à toucher davantage de publics.

Sur tous ces enjeux, la Fiche action s'inscrit dans des enjeux de transition écologique et sociale avec d'une part, une volonté de développer un tourisme raisonné qui préserve le plaisir d'accueillir sur notre territoire, et d'autre part, une volonté de démocratiser les pratiques artistiques, l'accès à la culture et au patrimoine.

**Exemples de projets attendus :**

- Accompagnement des professionnels à la réduction de l'empreinte écologique (eau, énergie, déchets, préservation des sites sensibles…) ; formation d'habitants « ambassadeurs » ; étude pour organiser l'accueil des camping-cars, etc. ;
- Animation et promotion oenotouristique dans le cadre du label Vignoble et Découverte ; projets d'activités inscrites dans un tourisme lent ; activités de services solidaires en faveur des hébergements touristiques (blanchisserie, conciergerie) ; création d'hébergements de groupe, etc. ;
- Maillage en « eco-stations » de service pour les mobilités douces et la découverte du territoire ; Parcs de vélos électriques en sites touristiques (AMI) ; outils innovants de gestion de la fréquentation avec renvoi des sites phares vers les sites secondaires ; services d'aide aux mobilités douces (transport de bagage…) ; etc. ;
- Equipements et services mutualisés facilitant l'organisation d'éco-évènement ; parcours innovants, immersifs ou ludiques pour la découverte du patrimoine ; projets culturels participatifs impliquant les habitants ; etc.

### 3) Descriptif des actions

4 objectifs opérationnels répondent aux enjeux fixés par l'objectif stratégique :

**3.1 Accompagner les habitants et les acteurs locaux vers un tourisme durable**

**3.2 Accompagner le développement d'une offre touristique 4 saisons, adaptée aux nouveaux usages et s'adressant à tous**

**3.3 Inscrire la destination dans une logique d'excellence environnementale et bas carbone**

**3.4 Soutenir les démarches en faveur de l'éducation à la culture, au patrimoine et la diffusion culturelle**

### 4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils

Cet objectif stratégique participe aux priorités inscrites au Contrat de Relance et transition écologique, au Contrat Territorial Occitanie, s'articule avec les Approches territoriales Intégrées du Cœur d'Hérault et avec le Pacte Vert Occitanie.
Il s'intègre dans les politiques à l'échelle du Pays : Charte de territoire, Schéma stratégique touristique, Plans d'actions du label « Vignobles et découvertes » sur la destination « Languedoc, Cœur d'Hérault », Contrats Grands sites d'Occitanie et Grands sites de France, Schéma de mobilité et Schéma Directeur cyclable du Cœur d'Hérault, Convention de Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle du Cœur d'Hérault, Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Climat Air Energie Territorial.

## MODALITES D'INTERVENTION

### 1) Les types d'opérations

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type : Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | Les opérations de simple mise en conformité liées à une obligation réglementaire sont inéligibles. |
| Voyage d'études | |

### 2) Les bénéficiaires

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelle que soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers
- Entreprises, autres que les collectivités territoriales et leur groupement, n'entrant pas dans la définition de micro, petites et moyennes entreprises au sens de la

recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne (<50 salariés et 10 M€ de Chiffre d'affaires)

### 3) Les conditions d'admissibilité

Aucune condition d'admissibilité n'est prévue.

### 4) Les dépenses éligibles

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous :

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;
- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de biens neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente ;
- Crédits-bails.

### 5) Les montants et taux d'aide applicables

Taux maximal d'aides publiques :

- 80% sous réserve du régime d'aide d'Etat applicable et sous réserve du respect de la législation nationale et européenne.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter a minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics : 10 000 €
- Personnes physiques, entreprises, associations, fondations : 4 000 €

Plafond de l'aide FEADER :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 80 000 €
- Entreprises, associations, fondations : 40 000 €

### 6) Co financements mobilisables

Etat, Région, départements, EPCI, communes, syndicats intercommunaux, organismes publics

### 7) Lignes de partage avec les autres fonds européens

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEDER – FSE – FEADER
(Cf. tableau de ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL).

### 8) Eléments concernant la sélection des opérations

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action font l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

**9) Pérennité de l'opération**

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

**10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs**

| Numéro et intitulé de l'indicateur | Détail de l'indicateur | Valeur 2024 - 2029 |
|---|---|---|
| R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **2** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **10** |

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | N° 4 | Accompagner la bifurcation écologique dans l'habitat, les services et l'aménagement du territoire |
| | DATE D'EFFET : 01/01/2023 | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- L'attractivité du territoire
- La transition écologique et énergétique

### 2) Objectif stratégique

Le diagnostic du territoire fait état de plusieurs difficultés ou manques :

- L'augmentation des risques dus aux changements climatiques (inondations, chaleur extrême, sècheresse…) impactent globalement tous les écosystèmes ;
- La pression démographique, la faible densité de l'habitat, le manque de logements locatifs, la faible attractivité des centres-bourgs anciens, la banalisation des paysages… incitent à rechercher des solutions d'habitats groupés innovantes et qualitatives ;
- Le niveau de dépendance aux énergies fossiles, la précarité énergétique d'une part élevée de la population, amènent à développer des projets de production en Energies renouvelables (EnR) portés par l'intérêt collectif ;
- Le manque de valorisation des ressources avec une consommation toujours élevée de biens énergivores, peu réparables..., alors que la raréfaction des ressources vient renchérir les coûts, invitent à une plus grande sobriété de nos modes de vie ;
- La part élevée de l'automobile dans tous les déplacements quotidiens, le temps d'accès plus élevé aux équipements et aux services dans les zones peu denses et montagneuses, témoignent d'un manque de solutions de mobilités partagées plus sobres.

Sur tous ces enjeux, la fiche action souhaite soutenir les expérimentations et les projets collectifs capables de renouveler nos façons de vivre ensemble, d'habiter et d'aménager le territoire dans le sens de la bifurcation écologique et de la résilience.

**Exemples de projets attendus :**

- Etudes et accompagnement à l'émergence d'Habitats participatifs, innovants, favorisant les liens sociaux ; formation à l'intégration des règles environnementales dans les documents de planification ; Etudes et accompagnement à la végétalisation et à la création d'ilots de fraicheur dans les espaces publics ; etc. ;
- Plan paysage transition énergétique du Cœur d'Hérault ; groupement de commande ou grappes de production en EnR ; création d'un opérateur EnR local ; projet d'énergie citoyenne, etc. ;
- Conversations Carbone ; Ateliers sur la sobriété ; Atelier sur l'Indice de Bonheur Brut (IBB) ; Action de sensibilisation aux écogestes et à la réduction des déchets ; etc. ;
- Etude stratégique cyclable ; études de faisabilité d'itinéraires « modes actifs » ; Groupement de commande de stationnements vélos sécurisés labellisés « Alvéol+» ; projets d'autopartage ; service de livraison solidaire ; etc.

### 3) Descriptif des actions

4 objectifs opérationnels répondent aux enjeux fixés par l'objectif stratégique :

**4.1 Développer les nouveaux modes de vivre et d'habiter en faveur de la transition**

**4.2 Accompagner le développement des Energies Renouvelables**

**4.3 Soutenir les démarches en faveur des économies d'énergies et des ressources**

**4.4 Favoriser les initiatives en faveur des mobilités douces et sobres**

**4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils**

Cet objectif stratégique participe aux priorités inscrites au Contrat de Relance et transition écologique (CRTE), au Contrat Territorial Occitanie (CTO), s'articule avec les Approches territoriales Intégrées (ATI) du Cœur d'Hérault et avec le Pacte Vert Occitanie.
Il s'intègre dans les politiques à l'échelle du Pays du Cœur d'Hérault : Charte de territoire, Schéma de Cohérence territoriale, Plan Climat Air Energie Territorial, Schéma de mobilité et Schéma Directeur cyclable, Contrats de Ville de Lodève et de Clermont l'Hérault, Contrats Bourgs Centres d'Occitanie, Contrats Petites Villes de Demain, Conventions territoriales Globales signées avec la CAF, Opérations de Revitalisation de Territoire et Plans Locaux d'Habitat des Communautés de communes.

## MODALITES D'INTERVENTION

**1) Les types d'opérations**

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type :<br>Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | Les opérations de simple mise en conformité à une obligation réglementaire sont inéligibles. |
| Voyage d'études | |

**2) Les bénéficiaires**

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelle que soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers ;
- Entreprises, autres que les collectivités territoriales et leur groupement, n'entrant pas dans la définition de micro, petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne (<50 salariés et 10 M€ de Chiffre d'affaires)

**3) Les conditions d'admissibilité**

Aucune condition d'admissibilité n'est prévue.

## 4) Les dépenses éligibles

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous :

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;
- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de biens neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente ;
- Crédits-bails.

## 5) Les montants et taux d'aide applicables

Taux maximal d'aides publiques :

- 80% sous réserve du régime d'aide d'Etat applicable et sous réserve du respect de la législation nationale et européenne.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter à minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics : 10 000 €
- Personnes physiques, entreprises, associations, fondations : 4 000 €

Plafond de l'aide FEADER :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 80 000 €
- Entreprises, associations, fondations : 40 000 €

## 6) Co financements mobilisables

Etat, Région, départements, EPCI, communes, syndicats intercommunaux, organismes publics

## 7) Lignes de partage avec les autres fonds européens

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEDER – FSE – FEADER
(Cf. tableau de ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL).

## 8) Eléments concernant la sélection des opérations

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action font l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

## 9) Pérennité de l'opération

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

## 10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs

| Numéro et intitulé de l'indicateur | Détail de l'indicateur | Valeur 2024 - 2029 |
|---|---|---|
| R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **2** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **10** |

**CONVENTION relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027**

**Entre**

**L'Autorité régionale/la Région Occitanie** ci-après désignée « Autorité de gestion régionale », représentée par Mme Carole DELGA, présidente du Conseil régional en exercice,

Et

**La structure porteuse, le Syndicat de Développement Local du Pays Cœur d'Hérault**, structure porteuse du **Groupe d'Action Locale Cœur d'Hérault**, ci-après désignée « GAL », représentée par M. Jean-François SOTO en qualité de président en exercice,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive n° 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

Vu le règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 ;

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 2018 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt ;

Vu l'ordonnance n°2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le Plan Stratégique National (PSN) de la PAC 2023-2027 approuvé par la Commission européenne le 31/08/2022 ;

Vu la délibération du Conseil régional n°AP/2022-11/04 du 25/11/2022 demandant l'Autorité de gestion régionale du FEADER pour la période de programmation débutant en 2023 ;

Vu la convention de délégation de tâches en date du 14/03/2023 de l'organisme payeur à la Région Occitanie dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du FEADER HSIGC régionalisées du Plan Stratégique National ;

Vu la délibération du Conseil Régional N°CP/2023-02/12.13 en date du 09/02/2023 portant décision de la sélection du GAL ;

Vu la délibération de la structure porteuse instituant le GAL Cœur d'Hérault en date du 05/07/2024.

## ARTICLE 1 : OBJET

Pour la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) dans le cadre de l'intervention « 77.05 : LEADER » du Plan Stratégique National (PSN), la présente convention a pour objet de préciser :

- la stratégie de développement local LEADER/DLAL comprenant son descriptif, le territoire éligible retenu, le plan d'action décliné en fiches-actions et le plan financier correspondants ;
- les obligations respectives des différentes parties précisant les dispositions et la répartition des tâches d'animation, de gestion de contrôle et de suivi.

## ARTICLE 2 : STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT LOCAL LEADER/DLAL

La stratégie de développement local LEADER/DLAL se compose du territoire du GAL, du descriptif de la stratégie, du plan d'action et du plan financier correspondants.

### Article 2.1 : Territoire du GAL

Le périmètre géographique du GAL couvre un territoire appelé « territoire du GAL » sur lequel est mise en œuvre la stratégie LEADER. Ce territoire est défini par la liste des communes précisée en annexe 1.

En cas d'évolution de son territoire, au sens d'une modification de la liste des communes figurant en annexe 1, le GAL prend une décision en comité de programmation et propose ces modifications à l'Autorité de gestion régionale dans un délai d'un mois après la tenue du comité de programmation. L'Autorité de gestion régionale se prononce au regard de la

stratégie approuvée et en cas d'accord sur la modification proposée, un avenant à la présente convention est établi.

### Article 2.2 : Stratégie de développement local du GAL et plan d'action correspondant décliné en fiches-actions

Le descriptif de la stratégie de développement local LEADER/DLAL figure en annexe 2 à la présente convention. Cette stratégie se traduit par un plan d'action figurant en annexe 3.

La structure porteuse et le GAL s'engagent à mettre en œuvre la stratégie LEADER/DLAL sur l'ensemble de la période de programmation débutant en 2023.

### Article 2.3 : Plan financier prévisionnel

#### 2.3.1 : Plan financier

Le montant de l'enveloppe de FEADER allouée au GAL pour la période de programmation débutant en 2023 s'élève à 1 726 749 €. Le plan financier figure en annexe 4.

Le FEADER intervient en co-financement d'aides publiques nationales. Seules des dépenses publiques admissibles au titre du Plan Stratégique National peuvent faire l'objet d'un co-financement du FEADER.

La participation du FEADER est de 80 % par rapport au montant total de la dépense publique cofinancée (part nationale cofinancée et communautaire).

#### 2.3.2 : Délais limites d'engagement et de paiement

Le GAL s'engage à respecter les délais d'engagement et de paiement inhérents à la programmation FEADER qui débute en 2023 et jusqu'à son terme.

#### 2.3.3 : Obligations liées au profil minimum d'engagements à mi-parcours

Le GAL s'engage à respecter, à mi-parcours de la période de programmation, le profil minimum d'engagements juridiques FEADER de 30% tel que précisé au point 1.2 de l'annexe 4 de la convention mais peut avoir un niveau d'engagements supérieur. Ces profils sont définis par l'Autorité de gestion régionale et ne peuvent être modifiés que par elle.

Si à mi-parcours de la période de programmation soit au 31/12/2025, le cumul des engagements du GAL depuis le début du programme ne correspond pas au profil minimum d'engagements FEADER attendu à mi-parcours, l'Autorité de gestion régionale peut décider de modifier le montant total de la maquette financière du GAL comme précisé ci-après.

En cas de non atteinte du profil minimum d'engagements FEADER, une diminution du montant total de la maquette financière peut être mise en œuvre.
Cette diminution pourra porter sur tout ou partie des montants restant à engager et payer. Elle sera envisagée sur la base du profil minimum d'engagements FEADER et d'une projection fournie par le GAL sur le reste de la programmation pour mener à bien la consommation totale de l'enveloppe. Cette projection doit être adressée à l'Autorité de gestion régionale au plus tard le 30/11/2025.

### Article 2.4 : Modalités de modification des éléments de la stratégie de développement local

#### 2.4.1 Modifications par voie d'avenant

<u>Fiches-Actions</u>

Il sera procédé à un avenant systématique lorsque le comité de programmation décide de modifier les fiches-actions.

Les propositions de modifications des fiches-actions devront être soumises à la validation préalable de l'Autorité de gestion régionale et dans un délai minimal de deux mois avant le comité de programmation.

Aucune modification des fiches-actions n'est possible dans l'année suivant le conventionnement ou avant le 30 juin 2025. A partir de l'année 2025, une seule modification est possible par année civile.

Plan financier

En complément des modifications du plan financier par l'Autorité de gestion régionale, le GAL peut procéder à des transferts de FEADER entre fiches-actions dans la limite d'une fois par an, à l'exception des ajustements nécessités par la fin de programmation.

S'il s'agit d'un transfert entre fiches-actions entraînant une variation inférieure ou égale à 30 % du montant total de la maquette financière FEADER du GAL, la modification fait l'objet d'une notification dans les conditions précisées à l'article 2.4.2.

S'il s'agit d'un transfert entre fiches-actions entraînant une variation supérieure à 30 % du montant total de la maquette financière FEADER du GAL, la modification doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention. L'avenant est établi par l'Autorité de gestion régionale sur la base d'une proposition du comité de programmation du GAL. Avant la tenue du comité de programmation, la modification du plan financier devra être soumise à la validation préalable de l'Autorité de gestion régionale.

Le calcul de la variation de 30 % doit se faire à partir de la maquette financière contenu dans la présente convention ou le cas échéant, à partir du dernier avenant à la présente convention qui impacte les éléments financiers. Il s'effectue en ajoutant l'ensemble des transferts effectués entre les fiches-actions dont le montant est réduit. Le transfert entre ces fiches-actions se calcule en soustrayant le nouveau montant de la fiche-action au montant initial de cette même fiche-action.

### 2.4.2 : Autres dispositions

Toute modification d'une composante de la stratégie de développement local LEADER/DLAL, telle que définie à l'article 2, fait l'objet d'une procédure de notification à l'Autorité de gestion régionale à l'exception des modifications se rapportant au descriptif de la stratégie figurant en annexe 2, des fiches action et au plan financier précisés dans l'article 2.4.1 de la présente convention. Dans ces cas, il sera procédé à la modification de la présente convention par voie d'avenant.

La notification est établie sur la base d'une décision du comité de programmation du GAL adoptée selon la procédure décisionnelle figurant dans le règlement intérieur. Elle est transmise, par voie dématérialisée, à l'Autorité de gestion régionale dans un délai d'un mois à compter de la décision du comité de programmation.

Toute proposition de modification d'une composante de la stratégie de développement local LEADER/DLAL devra être transmise, pour avis, à l'Autorité de gestion régionale préalablement à la tenue du comité de programmation et dans un délai minimal d'un mois. En cas d'avis défavorable, la modification ne pourra pas être mise en œuvre.

## ARTICLE 3 : MISSIONS ET OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION REGIONALE

L'Autorité de gestion régionale assure le pilotage, l'instruction, le contrôle et la mise en œuvre de l'intervention LEADER.

L'Autorité de gestion régionale assure les tâches d'instruction des demandes d'aide et de paiement.

L'annexe 5 fixe les tâches incombant à l'Autorité de gestion régionale et au GAL dans le cadre du circuit de gestion des dossiers FEADER relevant de LEADER.

L'Autorité de gestion régionale doit notamment :

- veiller au respect par le GAL des dispositions du Plan Stratégique National et du cadre réglementaire encadrant la mise en œuvre des stratégies de développement local LEADER/DLAL ;
- s'assurer de la mise en œuvre de la stratégie de développement local LEADER/DLAL par le GAL et de la dynamique de programmation et de paiement correspondante ;
- organiser des actions de sensibilisation et/ou des formations à destination du GAL notamment sur les thématiques liées à la gestion et au contrôle du FEADER y compris contrôle interne, lutte contre la fraude, la prévention et la gestion des conflits d'intérêts ;
- mettre à disposition du GAL le cadre réglementaire et de gestion, en assurer la mise à jour et veiller à sa bonne application ;
- garantir le respect des exigences fixées par l'organisme payeur dans le cadre du Descriptif du système de gestion et de contrôle (DSGC) sur la partie des tâches qui sont subdéléguées au GAL;
- veiller à la sécurisation de toutes les étapes du cycle de gestion d'un dossier (« piste d'audit ») selon des procédures documentées au sein du GAL ;
- s'assurer de la fluidité des procédures et assurer un suivi des différentes étapes de la gestion des dossiers précisées en annexe 5 à la présente convention ;
- mettre à la disposition du GAL les informations nécessaires au suivi de sa programmation et des opérations en relevant;
- coordonner auprès du GAL la remontée des données dans le cadre du plan d'évaluation et de la performance et dans le cadre de l'établissement des plans de contrôle annuels ;
- coordonner auprès du GAL le traitement des suites de contrôles et de recommandations d'audits ainsi que la notification à l'organisme payeur des irrégularités liées à la fraude pour transmission à l'OLAF ;
- assurer la gestion des contentieux et de la détection de la fraude ;
- assurer la conservation des documents règlementaires pour contribuer à la sécurisation de toutes les étapes du cycle de gestion d'un dossier (« piste d'audit »).

## ARTICLE 4 : MISSIONS ET OBLIGATIONS DU GAL

### Article 4.1 : Missions du GAL

Le GAL assure les missions suivantes telles que définies à l'article 33 du règlement (UE) 2021/1060 :

- renforcer la capacité des acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations ;
- élaborer une procédure et des critères de sélection transparents et non discriminatoires, qui évitent les conflits d'intérêts et garantissent qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection ;
- préparer et publier des appels à propositions le cas échéant ;
- sélectionner des opérations, déterminer le montant du soutien et soumettre les propositions à l'organisme responsable de la vérification finale de leur admissibilité avant approbation ;
- assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie;
- évaluer la mise en œuvre de la stratégie.

Dans ce cadre, et en complément des tâches identifiées en annexe 5, le GAL doit notamment :

- assurer une information transparente auprès des porteurs de projets potentiels sur les possibilités de financement LEADER ;
- animer et suivre la stratégie de développement local LEADER/DLAL en vue de la réalisation du plan d'action sur le territoire ;
- accompagner les porteurs de projet, les aider dans le montage de leur projet et dans la complétude des demandes d'aides et de paiement en s'assurant de l'intégration du projet dans la stratégie de développement local LEADER/DLAL ;
- utiliser les modèles de documents fournis par l'Autorité de gestion régionale à chacune des étapes de la procédure et appliquer l'ensemble des règles et procédures fournis par l'Autorité de gestion régionale au GAL ;
- appliquer les procédures émanant de l'Autorité de gestion régionale dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement local LEADER/DLAL en garantissant notamment la prévention et la gestion des conflits d'intérêts au niveau de toute personnes participant à la gestion et à la mise en œuvre du FEADER ;
- assurer la traçabilité des informations et des actions réalisées liées aux tâches qui lui incombent ;
- organiser et réunir son comité de programmation chargé de procéder à la sélection des opérations et à l'approbation du montant de l'aide FEADER selon une procédure de sélection transparente et non-discriminatoire qui évite les conflits d'intérêts et garantit qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection ;
- fournir à l'Autorité de gestion régionale le règlement intérieur du comité de programmation visé à l'article 4.2.1 de la présente convention ;
- répondre à toute demande d'information ou de documents des services de l'Autorité de gestion régionale;
- suivre la bonne réalisation et la bonne exécution des projets dans les délais ;
- se soumettre aux opérations de contrôles des corps de contrôle et d'audits, de l'organisme payeur et de l'Autorité de gestion régionale notamment dans le cadre du contrôle interne et appliquer les éventuelles recommandations découlant de ces opérations ;
- participer au réseau régional des développeurs territoriaux ;
- participer à la collecte d'informations nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National ;
- assurer la conservation des documents pour contribuer à la sécurisation de toutes les étapes du cycle de gestion d'un dossier (« piste d'audit ») selon les modalités définies par l'Autorité de gestion régionale.

Ces missions sont assurées dans le cadre du système de gestion informatisé devant être obligatoirement utilisé par le GAL conformément aux procédures fixées par l'AGR.

Pour assurer ces missions, le GAL s'engage à constituer un comité de programmation et une équipe technique.

La structure porteuse du GAL s'engage à maintenir dès 2025 et jusqu'au terme de la période de la présente convention des moyens humains suffisants (soit un minimum de 1,5 ETP*)* dédiés à la mise en œuvre de la stratégie de développement local LEADER/DLAL pour lui permettre d'assurer l'ensemble des missions et tâches incombant au GAL. Le non-respect de cet engagement peut constituer un motif de résiliation de la présente convention.

Le GAL doit fournir à l'Autorité de gestion régionale son organigramme dans un délai d'un mois après la signature de la présente convention ; en cas de modification dans l'organisation du GAL et/ou au niveau de l'équipe technique, une version actualisée devra être obligatoirement transmise à l'Autorité de gestion régionale.

### Article 4.2 : Obligations liées à la programmation des projets par le GAL

Le GAL est chargé d'animer et de suivre la stratégie de développement local LEADER/DLAL en vue de la réalisation du plan d'action sur son territoire. Pour ce faire, le comité de programmation doit notamment procéder à la sélection et à l'approbation du montant de l'aide FEADER.

#### 4.2.1. Constitution et composition du Comité de programmation

Le GAL s'engage à constituer un comité de programmation dont la composition est annexée au règlement intérieur du comité de programmation.

Toute modification de cette composition fera l'objet d'une décision en comité de programmation qui sera notifiée à l'Autorité de gestion régionale, par voie dématérialisée, dans un délai d'un mois après la tenue du comité de programmation. Toute modification de la composition du comité de programmation doit être effectuée dans le respect de la disposition réglementaire selon laquelle aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection.

Le comité de programmation élabore un règlement intérieur dont les dispositions minimales, devant être obligatoirement reprises, figurent en annexe 6 à la présente convention. La répartition des tâches entre la structure porteuse du GAL et au sein du GAL est notamment précisée dans le règlement intérieur.

Le GAL transmet le règlement intérieur dans un délai d'un mois après la tenue du comité de programmation au cours duquel le règlement intérieur a été adopté.

Toute autre modification devra être transmise, pour information, à l'Autorité de gestion régionale dans un délai d'un mois après la tenue du comité de programmation.

#### 4.2.2. Rôle du comité de programmation

Le comité de programmation du GAL élabore une procédure de sélection transparente et non-discriminatoire qui évite les conflits d'intérêts et garantit qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection

Cette procédure de sélection se traduit par des critères de sélection objectifs permettant d'évaluer la contribution du projet à la réalisation des objectifs de la stratégie de développement local LEADER/DLAL.

Le comité de programmation du GAL se réunit et procède à l'examen et à la sélection des projets conformément à la procédure de sélection approuvée ainsi qu'au vote du montant de l'aide FEADER. Cette procédure est régie par les dispositions figurant dans le règlement intérieur du comité de programmation.

Le comité de programmation ne peut délibérer que si au moins la moitié des membres votants est présente et qu'aucun groupe d'intérêt ne représente plus de la moitié des votants. A cette occasion, le GAL s'assure de l'équilibre entre les représentants des collèges privés et publics.

Après chaque comité de programmation, le GAL s'engage à établir un compte-rendu de séance, signé par le Président du GAL et à le transmettre aux membres du comité de programmation et à l'Autorité de gestion régionale dans un délai d'un mois qui suit la tenue du comité de programmation.

Le Président du GAL est responsable de la mise en œuvre des décisions du comité de programmation relatives aux opérations sélectionnées devant s'inscrire dans le plan d'action du GAL décrit en annexe 3. Il est le garant du respect des obligations

communautaires relatives à la sélection et à la prévention et la gestion des conflits d'intérêts.

## ARTICLE 5 : DEBUT D'ELIGIBILITE DES DEPENSES D'ANIMATION DU GAL

Dans le cadre de la présente convention, les dépenses d'animation et de gestion du GAL pourront débuter à la date de notification de sa sélection, à savoir le 27 février 2023.

## ARTICLE 6 : SUIVI – EVALUATION

La mise en œuvre de l'intervention LEADER par l'Autorité de gestion régionale et par le GAL est suivie notamment dans le cadre de l'évaluation et l'élaboration du rapport annuel de performance (RAP) du Plan stratégique national décliné au niveau régional. Une évaluation spécifique doit être conduite à l'initiative du GAL et/ou de l'Autorité de gestion régionale.

## ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée par la partie lésée dans ses droits à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant les engagements non-tenus. Cet envoi doit être adressé concomitamment à l'ensemble des parties.

En cas de résiliation, les dossiers ayant déjà fait l'objet d'un engagement juridique seront gérés jusqu'à leur terme selon les modalités de la présente convention.

Un bilan de la convention est dressé conjointement par l'ensemble des parties à la date de résiliation.

## ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 27/02/2023, date correspondant à la date de sélection du GAL et jusqu'au terme de la période de programmation du FEADER débutant en 2023.

## ARTICLE 9 : LITIGES – CONTENTIEUX

Les parties privilégient la voie de la médiation en cas de litige.

En cas de contentieux, le Tribunal administratif de TOULOUSE est compétent.

Fait à Toulouse, en deux exemplaires, le

| | |
|---|---|
| Le Président du Syndicat de Développement Local du Pays Cœur d'Hérault,<br><br>Monsieur Jean-François SOTO | La Présidente du Conseil Régional Occitanie,<br><br>Madame Carole DELGA |
| | |

**Annexes :**

Annexe 1 : Périmètre du GAL
Annexe 2 : Descriptif de la stratégie de développement local LEADER/DLAL
Annexe 3 : Plan d'action
Annexe 4 : Plan financier
Annexe 5 : Répartition des tâches GAL/AGR au niveau des étapes de gestion
Annexe 6 : Dispositions minimales obligatoires du règlement intérieur
Annexe 7 : Recensement des Lignes de partage

## ANNEXE 1 : PERIMETRE DU GAL

| Nom de la commune | Code INSEE | Nombre d'habitants (INSEE – base de données : 2019[1]) | EPCI | *Eligibilité totale (X)* | *Eligibilité partielle (X)* |
|---|---|---|---|---|---|
| ANIANE | 34010 | 2918 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| ARBORAS | 34011 | 111 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| ARGELLIERS | 34012 | 973 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| ASPIRAN | 34013 | 1662 | CC du Clermontais | X | |
| AUMELAS | 34016 | 531 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| BELARGA | 34029 | 681 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| LA BOISSIERE | 34035 | 1028 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| LE BOSC | 34036 | 1362 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| BRIGNAC | 34041 | 940 | CC du Clermontais | X | |
| CABRIERES | 34045 | 524 | CC du Clermontais | X | |
| CAMPAGNAN | 34047 | 699 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| CANET | 34051 | 3506 | CC du Clermontais | X | |
| LE CAYLAR | 34064 | 458 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| CELLES | 34072 | 27 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| CEYRAS | 34076 | 1368 | CC du Clermontais | X | |
| CLERMONT-L'HERAULT | 34079 | 9029 | CC du Clermontais | X | |
| LE CROS | 34091 | 56 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| FONTES | 34103 | 1045 | CC du Clermontais | X | |
| FOZIERES | 34106 | 180 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| GIGNAC | 34114 | 6480 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| JONQUIERES | 34122 | 528 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| LACOSTE | 34124 | 308 | CC du Clermontais | X | |
| LAGAMAS | 34125 | 111 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| LAUROUX | 34132 | 205 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| LAVALETTE | 34133 | 57 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| LIAUSSON | 34137 | 148 | CC du Clermontais | X | |
| LIEURAN-CABRIERES | 34138 | 333 | CC du Clermontais | X | |
| LODEVE | 34142 | 7477 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| MERIFONS | 34156 | 44 | CC du Clermontais | X | |
| MONTARNAUD | 34163 | 4052 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| MONTPEYROUX | 34173 | 1360 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| MOUREZE | 34175 | 205 | CC du Clermontais | X | |
| NEBIAN | 34180 | 1437 | CC du Clermontais | X | |
| OCTON | 34186 | 522 | CC du Clermontais | X | |
| OLMET-ET-VILLECUN | 34188 | 188 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| PAULHAN | 34194 | 4016 | CC du Clermontais | X | |

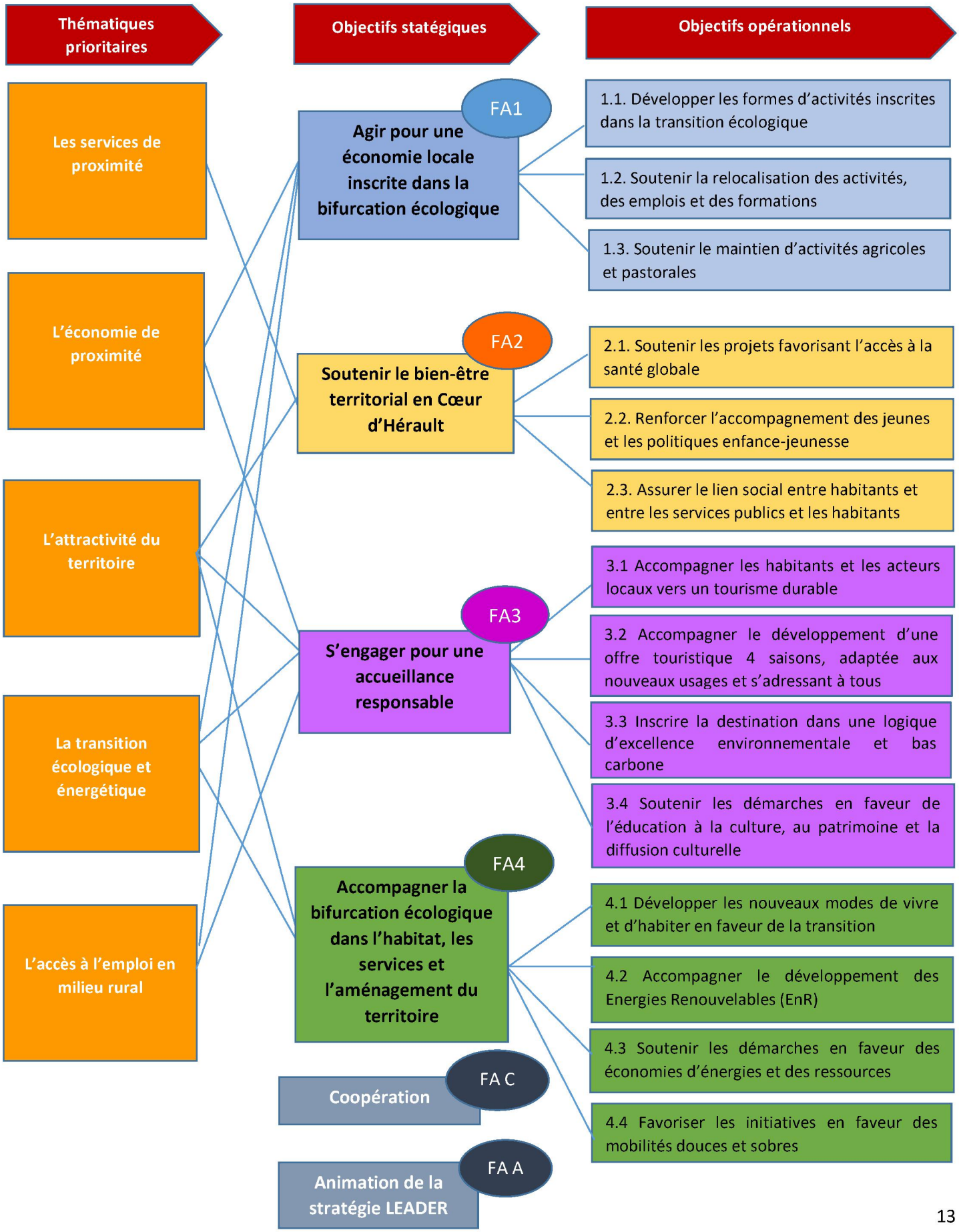
[1] Base de données sur la population municipale 2019

| Nom de la commune | Code INSEE | Nombre d'habitants (INSEE – base de données : 2019[1]) | EPCI | *Eligibilité totale (X)* | *Eligibilité partielle (X)* |
|---|---|---|---|---|---|
| PEGAIROLLES-DE-L'ESCALETTE | 34196 | 159 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| PERET | 34197 | 1040 | CC du Clermontais | X | |
| PLAISSAN | 34204 | 1373 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| LES PLANS | 34205 | 283 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| POPIAN | 34208 | 358 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| LE POUGET | 34210 | 2082 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| POUJOLS | 34212 | 175 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| POUZOLS | 34215 | 959 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| LE PUECH | 34220 | 251 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| PUECHABON | 34221 | 499 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| PUILACHER | 34222 | 616 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| LES RIVES | 34230 | 147 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| ROMIGUIERES | 34231 | 21 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| ROQUEREDONDE | 34233 | 210 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS | 34239 | 6198 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| SAINT-BAUZILLE-DE-LA-SYLVE | 34241 | 873 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| SAINT-ETIENNE-DE-GOURGAS | 34251 | 519 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SAINT-FELIX-DE-L'HERAS | 34253 | 34 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SAINT-FELIX-DE-LODEZ | 34254 | 1163 | CC du Clermontais | X | |
| SAINT-GUILHEM-LE-DESERT | 34261 | 245 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| SAINT-GUIRAUD | 34262 | 250 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| SAINT-JEAN-DE-FOS | 34267 | 1727 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| SAINT-JEAN-DE-LA-BLAQUIERE | 34268 | 634 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SAINT-MAURICE-NAVACELLES | 34277 | 186 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SAINT-MICHEL | 34278 | 55 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SAINT-PARGOIRE | 34281 | 2329 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| SAINT-PAUL-ET-VALMALLE | 34282 | 1248 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| SAINT-PIERRE-DE-LA-FAGE | 34283 | 135 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SAINT-PRIVAT | 34286 | 401 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SAINT-SATURNIN-DE-LUCIAN | 34287 | 267 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| SALASC | 34292 | 302 | CC du Clermontais | X | |
| SORBS | 34303 | 38 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| SOUBES | 34304 | 920 | CC Lodévois et Larzac | X | |

| Nom de la commune | Code INSEE | Nombre d'habitants (INSEE – base de données : 2019[1]) | EPCI | *Eligibilité totale (X)* | *Eligibilité partielle (X)* |
|---|---|---|---|---|---|
| SOUMONT | 34306 | 174 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| TRESSAN | 34313 | 676 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| USCLAS-D'HERAULT | 34315 | 430 | CC du Clermontais | X | |
| USCLAS-DU-BOSC | 34316 | 226 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| LA VACQUERIE-ET-SAINT-MARTIN-DE-CASTRIES | 34317 | 186 | CC Lodévois et Larzac | X | |
| VALMASCLE | 34323 | 44 | CC du Clermontais | X | |
| VENDEMIAN | 34328 | 1122 | CC Vallée de l'Hérault | X | |
| VILLENEUVETTE | 34338 | 69 | CC du Clermontais | X | |

**Nombre total d'habitants** : **83 193**

## ANNEXE 2 : DESCRIPTIF DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT LOCAL LEADER



**ANNEXE 3 : PLAN D'ACTION**

| | | |
|---|---|---|
| **LEADER 2023-2027** | **GAL Cœur d'Hérault** | |
| **ACTION** | **N° 1** | **Agir pour une économie locale inscrite dans la bifurcation écologique** |
| | **DATE D'EFFET : 01/01/2023** | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- L'économie de proximité
- La transition écologique et énergétique
- L'accès à l'emploi en milieu rural

### 2) Objectif stratégique

La transition écologique est un axe transversal du projet de territoire du Pays Cœur d'Hérault. Cette orientation forte rencontre un écho auprès de nombreuses entreprises du territoire. Les entreprises ont cependant un enjeu de performance économique crucial pour leur survie. La rapidité des changements en-cours exige une forte capacité à s'adapter pour gagner en résilience, et à innover pour réussir à concilier performance et transition écologique.
Le territoire peut les accompagner dans ces transformations, que cela concerne leur production, leur process, les emplois qu'elles pourvoient ou leur localisation sur le territoire.

Face à ces défis à relever, à ces enjeux d'innovation et de transformation, la fiche action souhaite soutenir :

- Les activités qui tendent à la transition écologique et sociale à travers de nouvelles pratiques ou la structuration de filières locales, avec une attention particulière pour les tiers-lieux d'activités et leur mise en réseau.
- La relocalisation sur le territoire et dans les centres bourgs, d'activités, d'emplois et de formations utiles à nos filières.
- Les dynamiques collectives en faveur de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et de l'attractivité du territoire,
- Les filières favorisant la politique alimentaire et le soutien au pastoralisme.
- En amont de ces actions, la veille et la prospective nécessaire pour éclairer l'action.

**Exemples de projets attendus :**

- Structuration de la filière bois avec une plateforme de bois énergie ; soutien à une entreprise de conserverie mobile utilisant les surplus des fermes ; soutien des activités en centre de village par la création d'une société foncière rurale ; accompagnement des tiers lieux dans leurs projets et leur mise en réseau ; développement d'une alimentation saine et locale par la création d'une plateforme logistique alimentaire ; etc. ;
- Financement du plan d'action de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPECT) ; ateliers de "découverte des métiers et transmission des savoir-faire" ; édition d'une bourse Prix de l'innovation Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ; création et promotion d'une marque de territoire ; etc. ;
- Atelier intercommunal de fabrication, transformation et restauration collective ; aide à la création d'Espaces test agricoles ; animation du Programme Alimentaire Territorial (PAT) ; etc.

### 3) Descriptif des actions

3 objectifs opérationnels répondent aux enjeux fixés par l'objectif stratégique :

#### 1.1 Développer les formes d'activités inscrites dans la transition écologique

**1.2 Soutenir la relocalisation des activités, des emplois et des formations**

**1.3 Soutenir le maintien d'activités agricoles et pastorales**

**4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils**

Cet objectif stratégique participe également aux priorités inscrites dans le Contrat de Relance et transition écologique (CRTE), au Contrat Territorial Occitanie (CTO) et s'articule avec les Approches territoriales Intégrées (ATI) du Cœur d'Hérault.
Il s'intègre également pleinement dans le Pacte Vert Occitanie, et dans les diverses politiques à l'échelle du Pays : Charte de territoire, Schéma de cohérence territorial, Plan climat air énergie territorial, Projet alimentaire territorial, Charte forestière, et axes de l'agence économique, et charte et réseau des tiers lieux.

## MODALITES D'INTERVENTION

**1) Les types d'opérations**

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type :<br>Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | Les opérations de simple mise en conformité liée à une obligation réglementaire sont inéligibles. |
| Voyage d'études | |

**2) Les bénéficiaires**

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelle que soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers
- Entreprises, autres que les collectivités territoriales et leur groupement, n'entrant pas dans la définition de micro, petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne (<50 salariés et 10 M€ de Chiffre d'affaires)

**Exclusions spécifiques :**
**1.3 :** Sur l'agropastoralisme, seules les Associations Syndicales Autorisées sont éligibles.

### 3) Les conditions d'admissibilité

**1.3 :** pour les projets d'agropastoralisme, un seul dossier par maitre d'ouvrage (ASA) sur la durée du programme.

### 4) Les dépenses éligibles

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous :

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;
- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de bien neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente ;
- Crédits-bails.

### 5) Les montants et taux d'aide applicables

Taux maximal d'aides publiques :

- 80% sous réserve du régime d'aide d'Etat applicable et sous réserve du respect de la législation nationale et européenne.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter à minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 10 000 €
- Personnes physiques, entreprises, associations, fondations : 4 000 €

Plafond de l'aide FEADER :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 80 000 €
- Entreprises, associations, fondations : 40 000 €
- **1.3 – pour l'agropastoralisme porté par une ASA :** 30 000 €

### 6) Co financements mobilisables

Etat, Région, départements, EPCI, communes, syndicats intercommunaux, organismes publics

### 7) Lignes de partage avec les autres fonds européens

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEDER – FSE – FEADER
(Cf. tableau de ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL).

### 8) Eléments concernant la sélection des opérations

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action feront l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

**9) Pérennité de l'opération**

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

**10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs**

| **Numéro et intitulé de l'indicateur** | **Détail de l'indicateur** | **Valeur 2024 - 2029** |
|---|---|---|
| R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **5** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **12** |

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | N° 2 | Soutenir le bien-être territorial en Cœur d'Hérault |
| | DATE D'EFFET : 01/01/2023 | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- Les services de proximité
- L'attractivité du territoire

### 2) Objectif stratégique

Le diagnostic de territoire pointe un certain nombre de faiblesses :

- L'accès aux soins et aux services est plus limité à mesure que l'on s'éloigne de la métropole et des grands axes. Cela fragilise les populations peu mobiles, et les zones éloignées en carence d'équipements. La santé mentale et l'alimentation sont des moyens fort d'impacter la santé globale des populations
- La jeunesse de notre territoire a du mal à rester sur le territoire et à trouver réponse à leurs besoins : les politiques en faveur de l'enfance et des jeunes méritent d'être confortées.
- De façon plus globale, une attention particulière est donnée à la recréation de lien social entre les habitants et entre les services et les citoyens, au travers de projets de structures publiques ou associatives.

C'est sur ces enjeux que la fiche action sur la santé globale et le bien être territorial souhaite intervenir, en soutenant des projets qui contribuent au bien vivre en Pays Cœur d'Hérault, et à l'attractivité du territoire.

**Exemples de projets attendus :**

- Création d'un service de bus médical itinérant ; création de logements seniors intermédiaires ; soutien à la création d'une caravane de la parentalité ; soutien au projet expo-phyto ; création de système de filtration de l'eau potable ; accompagnement à la création d'une cuisine ambulante associative ; émergence de tiers lieux nourriciers et leur mise en réseau ; etc. ;
- Soutien à la mutualisation de structures sportives ou culturelles ; création de "campus connecté" pour l'accès des jeunes aux études supérieures ; études et accompagnement de projets de mobilité des jeunes, etc. ;
- Soutien à la création d'un "Foodtruck" des services publics ; conception et diffusion d'une mallette de l'instruction civique ; études et aménagements de lieux partagés favorisant les échanges et le savoir (associatif, culturel, social, formation...) ; etc.

### 3) Descriptif des actions

3 objectifs opérationnels répondent aux enjeux fixés par l'objectif stratégique :

**2.1 Soutenir les projets favorisant l'accès à la santé globale**

**2.2 Renforcer l'accompagnement des jeunes et les politiques enfance-jeunesse**

**2.3 Assurer le lien social entre habitants et entre les services publics et les habitants**

### 4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils

Cet objectif stratégique participe également aux priorités inscrites dans le Contrat de Relance et transition écologique (CRTE), au Contrat Territorial Occitanie (CTO) et s'articule avec les Approches territoriales Intégrées (ATI) du Cœur d'Hérault. Il s'intègre également pleinement

dans le Pacte Vert Occitanie, et dans les diverses politiques à l'échelle du Pays : Charte de territoire, Schéma de cohérence territorial, Plan climat air énergie territorial, Projet alimentaire territorial, Contrat local de Santé, Contrat local de santé mentale, et charte et réseau des tiers lieux.

## MODALITES D'INTERVENTION

### 1) Les types d'opérations

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type :<br>Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | Les opérations de simple mise en conformité liées à une obligation réglementaire sont inéligibles. |
| Voyage d'études | |

### 2) Les bénéficiaires

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelle que soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers ;
- Entreprises, autres que les collectivités territoriales et leur groupement, n'entrant pas dans la définition de micro, petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne (<50 salariés et 10 M€ de Chiffre d'affaires).

### 3) Les conditions d'admissibilité

Aucune condition d'admissibilité n'est prévue.

### 4) Les dépenses éligibles

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous :

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;

- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de bien neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente ;
- Crédits-bails.

**5) Les montants et taux d'aide applicables**

Taux maximal d'aides publiques :

- 80% sous réserve du régime d'aide d'Etat applicable et sous réserve du respect de la législation nationale et européenne.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter à minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 10 000 €
- Personnes physiques, entreprises, associations, fondations : 4 000 €

Plafond de l'aide FEADER :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 80 000 €
- Entreprises, associations, fondations : 40 000 €

**6) Co financements mobilisables**

Etat, Région, départements, EPCI, communes, syndicats intercommunaux, organismes publics

**7) Lignes de partage avec les autres fonds européens**

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEDER – FSE – FEADER
(Cf. tableau de ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL)

**8) Eléments concernant la sélection des opérations**

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action feront l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

**9) Pérennité de l'opération**

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

**10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs**

| Numéro et intitulé de l'indicateur | Détail de l'indicateur | Valeur 2024 - 2029 |
|---|---|---|
| R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **2** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **10** |

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | N° 3 | S'engager pour une accueillance responsable |
| | DATE D'EFFET : 01/01/2023 | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- L'économie de proximité
- L'attractivité du territoire
- La transition écologique et énergétique
- L'accès à l'emploi en milieu rural

### 2) Objectif stratégique

Les liens entre tourisme, culture et patrimoine sont extrêmement forts en Cœur d'Hérault avec de nombreux atouts :

- ✓ Des ressources paysagères et patrimoniales exceptionnelles, 3 Grands Sites…
- ✓ Une offre émergente autour des activités de pleine nature et de l'art de vivre
- ✓ Une dynamique évènementielle et des activités culturelles nombreuses
- ✓ Un territoire accessible, en mouvement, attractif.

Malgré tout, la saisonnalité est très marquée en Cœur d'Hérault, concentrant les flux touristiques sur les Grands Sites en période estivale. Cette surfréquentation peut dégrader la qualité de vie des habitants et de l'environnement, alors que les retombées économiques liées au tourisme sont limitées par des durées de visite réduites et un parc d'hébergements marchands insuffisant.

Le territoire doit répondre à des enjeux d'accueillance durable, en impliquant les habitants et les socio-professionnels au cœur de la stratégie, pour mieux diffuser les flux touristiques dans le temps (4 saisons) et dans l'espace (maillage grands sites et sites secondaires).

Facteurs de lien social et d'appartenance à un territoire commun, les activités culturelles sont riches avec un tissu local important d'artistes et des équipements culturels structurants. Cependant, des efforts sont à faire pour réussir à toucher davantage de publics.

Sur tous ces enjeux, la Fiche action s'inscrit dans des enjeux de transition écologique et sociale avec d'une part, une volonté de développer un tourisme raisonné qui préserve le plaisir d'accueillir sur notre territoire, et d'autre part, une volonté de démocratiser les pratiques artistiques, l'accès à la culture et au patrimoine.

**Exemples de projets attendus :**

- Accompagnement des professionnels à la réduction de l'empreinte écologique (eau, énergie, déchets, préservation des sites sensibles…) ; formation d'habitants « ambassadeurs » ; étude pour organiser l'accueil des camping-cars, etc. ;
- Animation et promotion oenotouristique dans le cadre du label Vignoble et Découverte ; projets d'activités inscrites dans un tourisme lent ; activités de services solidaires en faveur des hébergements touristiques (blanchisserie, conciergerie) ; création d'hébergements de groupe, etc. ;
- Maillage en « eco-stations » de service pour les mobilités douces et la découverte du territoire ; Parcs de vélos électriques en sites touristiques (AMI) ; outils innovants de gestion de la fréquentation avec renvoi des sites phares vers les sites secondaires ; services d'aide aux mobilités douces (transport de bagage…) ; etc. ;
- Equipements et services mutualisés facilitant l'organisation d'éco-évènement ; parcours innovants, immersifs ou ludiques pour la découverte du patrimoine ; projets culturels participatifs impliquant les habitants ; etc.

### 3) Descriptif des actions

4 objectifs opérationnels répondent aux enjeux fixés par l'objectif stratégique :

**3.1 Accompagner les habitants et les acteurs locaux vers un tourisme durable**

**3.2 Accompagner le développement d'une offre touristique 4 saisons, adaptée aux nouveaux usages et s'adressant à tous**

**3.3 Inscrire la destination dans une logique d'excellence environnementale et bas carbone**

**3.4 Soutenir les démarches en faveur de l'éducation à la culture, au patrimoine et la diffusion culturelle**

**4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils**

Cet objectif stratégique participe aux priorités inscrites au Contrat de Relance et transition écologique, au Contrat Territorial Occitanie, s'articule avec les Approches territoriales Intégrées du Cœur d'Hérault et avec le Pacte Vert Occitanie.
Il s'intègre dans les politiques à l'échelle du Pays : Charte de territoire, Schéma stratégique touristique, Plans d'actions du label « Vignobles et découvertes » sur la destination « Languedoc, Cœur d'Hérault », Contrats Grands sites d'Occitanie et Grands sites de France, Schéma de mobilité et Schéma Directeur cyclable du Cœur d'Hérault, Convention de Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle du Cœur d'Hérault, Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Climat Air Energie Territorial.

## MODALITES D'INTERVENTION

**1) Les types d'opérations**

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type : Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | Les opérations de simple mise en conformité liées à une obligation réglementaire sont inéligibles. |
| Voyage d'études | |

**2) Les bénéficiaires**

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelle que soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers
- Entreprises, autres que les collectivités territoriales et leur groupement, n'entrant pas dans la définition de micro, petites et moyennes entreprises au sens de la

recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne (<50 salariés et 10 M€ de Chiffre d'affaires)

**3) Les conditions d'admissibilité**

Aucune condition d'admissibilité n'est prévue.

**4) Les dépenses éligibles**

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous :

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;
- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de biens neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente ;
- Crédits-bails.

**5) Les montants et taux d'aide applicables**

Taux maximal d'aides publiques :

- 80% sous réserve du régime d'aide d'Etat applicable et sous réserve du respect de la législation nationale et européenne.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter a minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics : 10 000 €
- Personnes physiques, entreprises, associations, fondations : 4 000 €

Plafond de l'aide FEADER :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 80 000 €
- Entreprises, associations, fondations : 40 000 €

**6) Co financements mobilisables**

Etat, Région, départements, EPCI, communes, syndicats intercommunaux, organismes publics

**7) Lignes de partage avec les autres fonds européens**

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEDER – FSE – FEADER
(Cf. tableau de ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL).

**8) Eléments concernant la sélection des opérations**

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action font l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

**9) Pérennité de l'opération**

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

## 10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs

| Numéro et intitulé de l'indicateur | Détail de l'indicateur | Valeur 2024 - 2029 |
|---|---|---|
| R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **2** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **10** |

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | N° 4 | Accompagner la bifurcation écologique dans l'habitat, les services et l'aménagement du territoire |
| | DATE D'EFFET : 01/01/2023 | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- L'attractivité du territoire
- La transition écologique et énergétique

### 2) Objectif stratégique

Le diagnostic du territoire fait état de plusieurs difficultés ou manques :

- L'augmentation des risques dus aux changements climatiques (inondations, chaleur extrême, sècheresse…) impactent globalement tous les écosystèmes ;
- La pression démographique, la faible densité de l'habitat, le manque de logements locatifs, la faible attractivité des centres-bourgs anciens, la banalisation des paysages… incitent à rechercher des solutions d'habitats groupés innovantes et qualitatives ;
- Le niveau de dépendance aux énergies fossiles, la précarité énergétique d'une part élevée de la population, amènent à développer des projets de production en Energies renouvelables (EnR) portés par l'intérêt collectif ;
- Le manque de valorisation des ressources avec une consommation toujours élevée de biens énergivores, peu réparables..., alors que la raréfaction des ressources vient renchérir les coûts, invitent à une plus grande sobriété de nos modes de vie ;
- La part élevée de l'automobile dans tous les déplacements quotidiens, le temps d'accès plus élevé aux équipements et aux services dans les zones peu denses et montagneuses, témoignent d'un manque de solutions de mobilités partagées plus sobres.

Sur tous ces enjeux, la fiche action souhaite soutenir les expérimentations et les projets collectifs capables de renouveler nos façons de vivre ensemble, d'habiter et d'aménager le territoire dans le sens de la bifurcation écologique et de la résilience.

**Exemples de projets attendus :**

- Etudes et accompagnement à l'émergence d'Habitats participatifs, innovants, favorisant les liens sociaux ; formation à l'intégration des règles environnementales dans les documents de planification ; Etudes et accompagnement à la végétalisation et à la création d'ilots de fraicheur dans les espaces publics ; etc. ;
- Plan paysage transition énergétique du Cœur d'Hérault ; groupement de commande ou grappes de production en EnR ; création d'un opérateur EnR local ; projet d'énergie citoyenne, etc. ;
- Conversations Carbone ; Ateliers sur la sobriété ; Atelier sur l'Indice de Bonheur Brut (IBB) ; Action de sensibilisation aux écogestes et à la réduction des déchets ; etc. ;
- Etude stratégique cyclable ; études de faisabilité d'itinéraires « modes actifs » ; Groupement de commande de stationnements vélos sécurisés labellisés « Alvéol+» ; projets d'autopartage ; service de livraison solidaire ; etc.

### 3) Descriptif des actions

4 objectifs opérationnels répondent aux enjeux fixés par l'objectif stratégique :

**4.1 Développer les nouveaux modes de vivre et d'habiter en faveur de la transition**

**4.2 Accompagner le développement des Energies Renouvelables**

**4.3 Soutenir les démarches en faveur des économies d'énergies et des ressources**

**4.4 Favoriser les initiatives en faveur des mobilités douces et sobres**

### 4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils

Cet objectif stratégique participe aux priorités inscrites au Contrat de Relance et transition écologique (CRTE), au Contrat Territorial Occitanie (CTO), s'articule avec les Approches territoriales Intégrées (ATI) du Cœur d'Hérault et avec le Pacte Vert Occitanie.
Il s'intègre dans les politiques à l'échelle du Pays du Cœur d'Hérault : Charte de territoire, Schéma de Cohérence territoriale, Plan Climat Air Energie Territorial, Schéma de mobilité et Schéma Directeur cyclable, Contrats de Ville de Lodève et de Clermont l'Hérault, Contrats Bourgs Centres d'Occitanie, Contrats Petites Villes de Demain, Conventions territoriales Globales signées avec la CAF, Opérations de Revitalisation de Territoire et Plans Locaux d'Habitat des Communautés de communes.

## MODALITES D'INTERVENTION

### 1) Les types d'opérations

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type : Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | Les opérations de simple mise en conformité à une obligation réglementaire sont inéligibles. |
| Voyage d'études | |

### 2) Les bénéficiaires

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelle que soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers ;
- Entreprises, autres que les collectivités territoriales et leur groupement, n'entrant pas dans la définition de micro, petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne (<50 salariés et 10 M€ de Chiffre d'affaires)

### 3) Les conditions d'admissibilité

Aucune condition d'admissibilité n'est prévue.

### 4) Les dépenses éligibles

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie

LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous :

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;
- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de biens neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente ;
- Crédits-bails.

**5) Les montants et taux d'aide applicables**

Taux maximal d'aides publiques :

- 80% sous réserve du régime d'aide d'Etat applicable et sous réserve du respect de la législation nationale et européenne.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter à minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics : 10 000 €
- Personnes physiques, entreprises, associations, fondations : 4 000 €

Plafond de l'aide FEADER :

- Collectivités et leurs groupements, autres établissements publics, OQDP : 80 000 €
- Entreprises, associations, fondations : 40 000 €

**6) Co financements mobilisables**

Etat, Région, départements, EPCI, communes, syndicats intercommunaux, organismes publics

**7) Lignes de partage avec les autres fonds européens**

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEDER – FSE – FEADER
(Cf. tableau de ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL).

**8) Eléments concernant la sélection des opérations**

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action font l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

**9) Pérennité de l'opération**

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

**10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs**

| Numéro et intitulé de l'indicateur | Détail de l'indicateur | Valeur 2024 - 2029 |
|---|---|---|
| R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **2** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **10** |

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | C | Coopération |
| | DATE D'EFFET : 01/01/2023 | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématiques prioritaires

- Services de proximité
- Economie de proximité
- Attractivité du territoire
- Transition écologique et énergétique
- Accès à l'emploi en milieu rural du territoire

### 2) Objectif stratégique

Échanger sur des expériences, tirer parti des expériences d'autres territoires, diffuser des bonnes pratiques et des savoir-faire.

Identifier de nouvelles réponses aux enjeux du territoire et innover.

Renforcer l'identité du territoire en suscitant de nouveaux partenariats locaux et en mobilisant les acteurs sur un positionnement du territoire vis-à-vis de l'extérieur.

Développer l'ouverture et la conscience européenne du territoire.

Poursuivre le développement de l'expérience et des compétences acquises en matière de gestion de projets de coopération.

La coopération est mise en œuvre sous la responsabilité d'un GAL agissant comme coordonnateur.

### 3) Descriptif des actions

**C.1 :** Développer et poursuivre les partenariats et programmes d'actions sur les thématiques retenues par le GAL, en coopération inter-territoriale, transrégionale et/ou transnationale.
**C.2 :** Capitaliser sur les connaissances, les bonnes pratiques et les savoir-faire d'un projet donné.
**C.3 :** Préparation technique en amont des projets de coopération
**C.4 :** Mettre en œuvre des actions communes.

### 4) Lien/articulation avec les autres stratégies et outils

- Réseau Rural Européen LEADER
- Réseau rural Français
- Occitanie Coopération

## MODALITES D'INTERVENTION

### 1) Les types d'opérations

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits | |
| Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières | |
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type :<br>Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) | |
| Voyage d'études | |

### 2) Les bénéficiaires

Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL quelque-soit leur forme juridique à l'exception des bénéficiaires exclus dans la liste ci-dessous :

- Particuliers

### 3) Les conditions d'admissibilité

Le porteur de projet doit apporter la preuve qu'il est en relation avec au moins un GAL partenaire ou un groupe partageant une approche similaire dans une autre région ou un autre Etat : au plus tard à la demande paiement, il devra fournir une convention de partenariat.

### 4) Les dépenses éligibles

Outre les dépenses prévues dans le décret 2023-5 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du FEADER, toute dépense matérielle ou immatérielle s'inscrivant dans la stratégie LEADER/DLAL est éligible à l'exception des dépenses exclues indiquées dans la liste ci-dessous.

- Contributions en nature dont bénévolat ;
- Auto-construction ;
- Matériel d'occasion ;

- Dépenses de fonctionnement de la structure sur la base de frais réel ;
- Amortissement de biens neuf ;
- Etudes rendues obligatoires par la loi et présentées séparément de l'opération d'investissement ;
- Réseaux secs et humides ;
- Travaux de voirie et d'espaces imperméabilisants des sols sauf si l'impossibilité technique est démontrée par une attestation d'un organisme qualifié ;
- Achats et productions destinés à la revente.

**5) Les montants et taux d'aide applicables**

Taux maximal d'aides publiques : 100%

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter à minima 15 % de l'assiette éligible retenue

Plancher de l'aide FEADER (applicable à l'instruction de la demande d'aide) : 4 000 €

**6) Co financements mobilisables**

Région Occitanie, Départements, EPCI, communes, autres financeurs publics

**7) Lignes de partage avec les autres fonds européens**

Il existe des lignes de partage avec les fonds suivants : FEADER – FEDER – FEAMPA (Cf. tableau ligne de partage annexé à la convention AGR-GAL.)

**8) Eléments concernant la sélection des opérations**

L'examen et la sélection des projets relevant de cette fiche-action feront l'objet de critères définis par le comité de programmation et formalisés au travers d'une grille de sélection.

**9) Pérennité de l'opération**

Les investissements aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

**10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs**

| Numéro et intitulé de l'indicateur | Détail de l'indicateur | Valeur 2024 - 2029 |
|---|---|---|
| R. 37 : Croissance et emploi dans les zones rurales | Nouveaux emplois bénéficiant d'une aide dans le cadre des projets relevant de la PAC | **1** |
| R. 39 : Développement de l'économie rurale | Nombre d'entreprises rurales, y compris d'entreprises du secteur de la bioéconomie, ayant reçu une aide au titre de la PAC pour leur développement | **1** |

| LEADER 2023-2027 | GAL Cœur d'Hérault | |
|---|---|---|
| ACTION | A | Animation de la stratégie LEADER |
| | DATE D'EFFET : 27/02/2023 – Date de sélection du GAL | |

## DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

### 1) Thématique prioritaire

- Attractivité du territoire

### 2) Objectif stratégique

La fiche action à vocation à permettre la mise en œuvre du programme LEADER sur le GAL afin de contribuer au développement du territoire dans le cadre de sa stratégie locale de développement (SLD).

### 3) Descriptif des actions

1. Coordination, gestion et animation du programme LEADER
2. Information sur la stratégie LEADER, communication, publicité européenne
3. Evaluation de la stratégie LEADER, sélection projets, gouvernance GAL

## MODALITES D'INTERVENTION

### 1) Type de soutien

L'aide est accordée sous forme de subvention.
Une avance est possible dans la limite de 30% des crédits FEADER.

### 2) Les types d'opérations

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| **Objectifs opérationnels :** | **TOUS** |
| Actions et outils de promotion et communication | |
| | Est inéligible le type :<br>Création, développement, maintien et mutualisation de services, d'activité, d'outils et de produits |
| | Est inéligible le type :<br>Création reprise développement et implantation d'entreprises et de filières |

| Type d'opération retenu | Exclusions / Exceptions |
|---|---|
| Formation, Animation, accompagnement, expertise et assistance | |
| | Est inéligible le type :<br>Opérations immobilières |
| Organisation et animation liées à l'évènementiel | |
| Réalisation d'études | |
| | Est inéligible le type :<br>Réalisation, développement, modernisation ou mise en place d'aménagements, de travaux, de constructions et d'équipements (dont achat) |
| Voyage d'études | |

### 3) Les bénéficiaires

Seules les structures porteuses des GAL sont éligibles.

Dans le cas d'un partenariat avéré, une convention de partenariat sera demandée et la structure porteuse devra être désignée cheffe de file.

### 4) Les conditions d'admissibilité

- Les dépenses ne sont éligibles qu'à compter de la date de sélection du GAL soit le 27/02/2023.
- Pour être éligible, un agent devra dédier minimum 25% de son temps de travail à la mise en œuvre de la SLD.
- En application du R(UE)2021/1060, article 31, l'aide totale attribuée sur la fiche action ne doit pas excéder 25% du montant de la dépense publique totale sur la stratégie.

### 5) Les dépenses éligibles

Dépenses éligibles au vu du décret 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programme européens et de ses modifications éventuelles.

Seules sont éligibles les dépenses visant à répondre aux objectifs opérationnels :

- Frais de personnel sur la base des options de coûts simplifiées ;
- Frais de déplacement sur la base des options de coûts simplifiées ;
- Frais de formation ;
- Couts indirects de la structure sur la base des options de coûts simplifiées ;
- Dépenses d'information, de communication et de publicité ;
- Prestations externes.

### 6) Les montants et taux d'aide applicables

Taux maximal d'aides publiques : 100%

Autofinancement : 10% d'autofinancement obligatoire sur l'assiette éligible retenue

Taux d'intervention FEADER minimum : le FEADER doit représenter à minima 15% de l'assiette éligible retenue.

Taux de cofinancement du FEADER : 80% de la dépense publique cofinancée.

### 7) Co financements mobilisables

Départements, EPCI, communes, autres financeurs publics

### 8) Lignes de partage avec les autres fonds européens

Le financement concerne uniquement le programme LEADER. L'animation de toute autre approche territoriale (notamment OS 5 du FEDER) ne peut pas être prise en charge dans ce cadre.

### 9) Eléments concernant la sélection des opérations

Les opérations du dispositif ne sont pas soumises à une sélection, les structures porteuses ayant été sélectionnées dans le cadre de l'appel à candidatures LEADER de la Région Occitanie et ayant conventionné avec la Région.

### 10) Informations spécifiques sur la fiche-action – suivi et indicateurs

| Numéro et intitulé de l'indicateur | Détail de l'indicateur | Valeur 2024 - 2029 |
|---|---|---|
| R. 38 : Couverture LEADER | Part de la population rurale couverte par les stratégies de développement local | **83 193** |

## ANNEXE 4 : PLAN FINANCIER

### 1.1 : Plan financier prévisionnel

| N° fiche action | Libellé de la fiche action | Montant FEADER | Montant prévisionnel contreparties publiques nationales | Total |
|---|---|---|---|---|
| **1** | Agir pour une économie locale inscrite dans la bifurcation écologique | 435 000 € | 108 750 € | 543 750 € |
| **2** | Soutenir le bien-être territorial en Cœur d'Hérault | 265 000 € | 66 250 € | 331 250 € |
| **3** | S'engager pour une accueillance responsable | 280 000 € | 70 000 € | 350 000 € |
| **4** | Accompagner la bifurcation écologique dans l'habitat, les services et l'aménagement du territoire | 265 000 € | 66 250 € | 331 250 € |
| **C** | Coopération | 51 654 € | 12 914 € | 64 568 € |
| **A** | Animation | 430 095 € | 107 524 € | 537 618 € |
| | **TOTAL** | **1 726 749 €** | **431 687 €** | **2 158 436 €** |

### 1.2 : Profil engagement

| | 31/12/2025 | 31/12/2027 |
|---|---|---|
| **Tranche d'engagement** | **30%** | **100%** |

## ANNEXE 5 : REPARTITION DES TACHES AGR/GAL

| Etapes | Acteurs |
|---|---|
| Information des demandeurs/Animation territoriale | Tâche assurée par le GAL |
| Gestion des individus | Tâche assurée par AGR |
| Déclaration d'intention | Tâche assurée par AGR |
| Rédaction et signature de la fiche d'opportunité | Tâche assurée par le GAL |
| **A ) Instruction de la demande d'aide (et réinstruction)** | |
| Réception de la demande d'aide | Tâche assurée par AGR |
| Envoi d'un AR de dépôt de de la demande | Tâche assurée par AGR |
| Vérification de la complétude du dossier et de la conformité des pièces justificatives<br>Demande de pièces manquantes ou complémentaires<br>*AR dossier complet (si applicable)* | Tâche assurée par AGR |
| Contrôle administratif :<br>- Vérification de l'éligibilité<br>- Vérification des autres points de contrôle administratif (analyse OQDP, commande publique, aide d'Etat, double financement, caractère raisonnable des coûts...)<br>- Calcul du montant prévisionnel de l'aide (après réception le cas échéant des éléments des autres financeurs pour déterminer la contrepartie du Feader)<br>- Conclusion de l'instruction par l'agent instructeur | Tâche assurée par AGR |
| Validation par une personne habilitée | Tâche assurée par AGR |
| **B) Sélection – Programmation** | |
| Analyse de la demande au regard des critères de sélection | Tâche assurée par le GAL |
| Validation de la sélection en comité de programmation et du montant de l'aide FEADER | Tâche assurée par le GAL |
| Traçage de la sélection dans l'outil de gestion | Tâche assurée par AGR |
| **C) Décision attributive (y compris décision modificative)** | |
| Information des demandeurs inéligibles et des demandeurs non sélectionnés | Tâche assurée par le GAL |
| Réservation des crédits/création Autorisation d'engagements | Tâche assurée par AGR |
| Rédaction / édition décision juridique | Tâche assurée par AGR |
| Signature de la décision juridique | Tâche assurée par AGR |
| Transmission de la(des) décision(s) signée(s) au bénéficiaire | Tâche assurée par AGR |
| **D) Instruction d'une demande de paiement (et réinstruction)** | |
| Réception de la demande de paiement | Tâche assurée par AGR |
| Vérification de la complétude de la demande de paiement et de la conformité des pièces justificatives<br>Demande de pièces manquantes ou complémentaires<br>AR dossier complet (si choix d'en avoir un) | Tâche assurée par AGR |

| | |
|---|---|
| Contrôle administratif :<br>- vérification du service fait y compris réalisation effective de l'opération)<br>- Vérification de la conformité des pièces justificatives<br>- Vérification des points de contrôle administratif<br>- Calcul du montant à payer (après réception le cas échéant des éléments des autres financeurs pour déterminer la contrepartie du Feader)<br>- Conclusion | Tâche assurée par AGR |
| Recueil des preuves de versement effectifs | Tâche assurée par AGR |
| Etablissement des autorisations de paiement | Tâche assurée par AGR |
| Désengagement des crédits en cas de sous réalisation | Tâche assurée par AGR |
| Sélection des dossiers soumis à contrôle terrain | Tâche assurée par AGR |
| Contrôle terrain (sur la sélection opérée supra) | Tâche assurée par AGR |
| Conclusion de l'instruction de la DDP | Tâche assurée par AGR |
| Validation par une personne habilitée - mise en paiement | Tâche assurée par AGR |
| Réponse à la DR ASP / correction des dossiers en fonction des remarques de l'ASP dans le cadre du contrôle avant paiement ou du contrôle de l'agence comptable | Tâche assurée par AGR |
| Revalidation par une personne habilitée | Tâche assurée par AGR |
| **E) Contrôle de second niveau** | |
| Echantillonnage | Tâche assurée par AGR |
| Réalisation du contrôle et proposition des suites à donner | Tâche assurée par AGR |
| Conclusion du contrôle et décision de suites à donner | Tâche assurée par AGR |
| **F) Contrôle des engagements post paiement du solde** | |
| Echantillonnage | Tâche assurée par AGR |
| Réalisation du contrôle et proposition des suites à donner | Tâche assurée par AGR |
| Conclusion du contrôle et décision de suites à donner | Tâche assurée par AGR |
| **G ) Irrégularités** | |
| Phase contradictoire avec le bénéficiaire | Tâche assurée par AGR |
| Détermination des montants irréguliers | Tâche assurée par AGR |
| Rédaction / édition de la décision de déchéance totale ou partielle | Tâche assurée par AGR |
| Signature de la décision de déchéance | Tâche assurée par AGR |
| Transmission de la décision de déchéance au bénéficiaire et à l'ASP | Tâche assurée par AGR |
| Déclaration au procureur en cas de fraude | Tâche assurée par AGR |
| Transmission à l'ASP des éléments nécessaires à la déclaration des irrégularités à l'Olaf | Tâche assurée par AGR |
| **H) Archivage** | |
| Archivage : Conservation des pièces | Tâche assurée par AGR |

| **I) Traitement des recours** | |
|---|---|
| Réponse aux recours administratifs | Tâche assurée par AGR |
| Réponse aux recours contentieux | Tâche assurée par AGR |
| Notification à l'ASP des recours sur les décisions de déchéance | Tâche assurée par AGR |

## ANNEXE 6 : DISPOSITIONS MINIMALES OBLIGATOIRES DU REGLEMENT INTERIEUR

Cette annexe à la convention est une trame pour permettre au GAL de rédiger son règlement intérieur. Elle contient les clauses minimales. Le règlement intérieur du GAL ne doit pas être annexé à la présente convention.

### 1. Responsabilité du Président de la structure porteuse du GAL et du Président du GAL s'ils sont différents

Le président de la structure porteuse du GAL est responsable du portage juridique, administratif et financier du GAL. Il est autorisé par son organe délibérant à signer les actes juridiques, administratifs et financiers qui se rapportent au GAL. Il peut déléguer sa signature au président du GAL pour tout ou partie de ces actes. (NB : en l'absence de cette délégation, le Président de la structure porteuse assure la présidence du GAL)

Le rôle du Président du GAL, en tant que président du comité de programmation, est d'animer le comité de programmation, de veiller au respect du règlement intérieur et plus particulièrement aux dispositions relatives à la prévention et à la gestion des conflits d'intérêts, de signer le cas échéant s'il en a délégation, les invitations et les comptes rendus.

### 2. Les membres du Comité de programmation

La composition du comité de programmation est annexée au présent règlement intérieur. Les membres du comité de programmation sont désignés nominativement (nom et prénom).

Toute modification, devant faire l'objet d'un point spécifique à l'ordre du jour, fera l'objet d'une décision en comité de programmation qui sera notifiée à l'Autorité de gestion régionale, *par voie dématérialisée,* dans un délai d'un mois après la tenue du comité de programmation.

Le GAL invite systématiquement à assister à son comité de programmation, sans voix délibérative, le Président du Conseil Régional ou son représentant au titre de la fonction d'Autorité de gestion régionale.

*Le GAL peut préciser ici les modalités de renouvellement des membres du Comité de programmation, les éventuels engagements en termes de présence (limitation du nombre d'absence en comités pour un membre…).*

Présidence du comité de programmation : Si délégation par le Président de la structure porteuse du GAL : Le Comité de programmation désigne le Président du comité de programmation. Il exerce ses droits et accomplit ses devoirs conformément aux dispositions réglementaires et contractuelles en vigueur établies par la convention AGR/GAL et par la délégation du Président de la structure porteuse du GAL (*définir les modalités de désignation du Président, rôle et missions notamment en précisant la délégation du Président de la structure porteuse du GAL)*

### 3. Prévention et gestion des conflits d'intérêt

En matière de confidentialité et de conflit d'intérêt, les membres du comité de programmation doivent s'engager à :

- Informer le Président du comité de programmation dès lors qu'un intérêt personnel ou professionnel pourrait influencer, ou paraitre influencer l'exercice indépendant,

impartial et objectif de leur mission de membre/participant du comité de programmation à l'égard de l'opération
- Ne pas formuler d'avis en cas de débat ou de consultation écrite du comité de programmation sur le dossier dans lequel ils pourraient avoir un quelconque intérêt
- Ne pas utiliser les documents et informations à d'autres fins que leur participation au comité de programmation
- Ne pas communiquer ces documents ou informations à des tiers, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales

Un engagement de déclaration de conflit d'intérêt devra être produit pour chaque membre du comité de programmation (titulaire et suppléant).

## 4. Les tâches du comité de programmation

Le comité de programmation doit notamment :
- avoir l'initiative des propositions de programmation des projets Leader ;
- élaborer une procédure de sélection transparente (portée à la connaissance des demandeurs d'aide) et non discriminatoire comprenant des critères de sélection des opérations en amont de la sélection des opérations ;
- garantir lors du vote des opérations présentées l'absence de conflits d'intérêt ;
- assurer, lors de la sélection des opérations, la cohérence entre celles-ci et la stratégie de développement local LEADER en classant les opérations en fonction de leur contribution à la réalisation des objectifs de la stratégie ;
- évaluer périodiquement les progrès réalisés pour atteindre les objectifs spécifiques de l'intervention et préparer les éléments nécessaires à une évaluation du programme ;
- établir et acter les propositions de modifications du plan financier et du plan d'action ;
- examiner les résultats de la mise en œuvre, notamment la réalisation des objectifs fixés pour les différentes fiches-actions, ainsi que l'évaluation à mi-parcours ;
- examiner le suivi financier.

## 5. Fréquence des comités de programmation

*Indiquer les fréquences de réunions du comité.*

## 6. Convocation et préparation des réunions du comité de programmation

*Indiquer les modalités de préparation du comité de programmation (délais d'envoi des documents, voie de transmission, comités techniques amont le cas échéant, etc.)*

## 7. Modalités de déroulement du comité de programmation

*Préciser les modalités d'organisation (présentiel, recours à la visioconférence, etc.).*

*Préciser les modalités de vérification qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection ainsi que la procédure si cette condition n'est pas remplie (modalité de convocation d'un nouveau comité de programmation, recours à la consultation écrite, etc.).*

*Secrétariat du Comité de programmation : Préciser comment est organisé le secrétariat (qui l'assure, ses tâches).*

## 8. Le dossier du Comité de programmation

*Préciser la nature du dossier à préparer (par exemple : relevé de décisions du précédent Comité de programmation, une liste descriptive des projets qui seront soumis en Comité*

*accompagnée des grilles de sélection, présentation de l'avancement financier du programme…).*

## 9. Les décisions du Comité de programmation

*Détailler :*

- *La procédure transparente et non discriminatoire de sélection*
- *Les modalités de prévention et de gestion des conflits d'intérêts*
- *Les modalités de vérification qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection*
- *Les modalités de prise de décision : consensus ou majorité, vote par notation à main levée ou à bulletin secret, ….*
- *Les modalités pratiques inhérentes à la transmission du compte-rendu*

*Prévoir les dispositions nécessaires afin d'éviter les éventuelles prises d'intérêt entre les membres du Comité et les maîtres d'ouvrage des opérations proposées à la programmation. Prévoir également les modalités de notification des décisions prises en indiquant qu'en cas de présence du titulaire et du suppléant, seul le titulaire peut voter et qu'un titulaire ne peut donner pouvoir à un autre titulaire, ni à un autre suppléant que le sien s'il est absent.*

## ANNEXE 7 : LIGNES DE PARTAGE

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| FEDER | Priorité 1<br><br>Soutenir une relance économique et encourager la transformation vers une économie intelligente et innovante | 1i Recherche & innovation | 1- Création et amélioration des infrastructures de recherche et d'innovation | Seuil minimum d'assiette subventionnable : 1 000 000 € HT |
| | | | 2 - Accompagnement des projets innovants d'entreprises et de créateurs | Plafond dépenses présentées : 500 000 €<br>Les projets d'assiette subventionnable inférieure à 1 500 000€ HT seront prioritairement orientés vers les aides régionales ou de « France 2030 régionalisé ». |
| | | | 3 -Renforcer les collaborations entre laboratoires et entreprises | Collaborations Laboratoires/Entreprises : 500 000€ HT<br>sauf pour les projets de l'Appel à projets I-DEMO (France 2030 régionalisé), la subvention aux entreprises est plafonnée à 300 000 €<br>Démarches collectives clusters : 500 000€ HT |
| | | | 4 - Renforcer le potentiel humain par et pour la recherche | CSTI : 150 k€ pour 3 ans soit 50 k€ par an<br>Allocations doctorales : 290 000 € HT pour 3 ans |
| | | 1ii Numérique | 1 - Soutenir la Production, l'acquisition, le stockage, l'agrégation, l'ouverture, le partage et les traitements de la donnée | Plafond dépenses présentées : 200 000€ |
| | | | 2 - Soutenir le développement des usages tant sur le plan de l'émergence de services et contenus innovants que sur celui de leur appropriation par les usagers | Plafond dépenses présentées : 300 000 € |
| | | | 3 - Soutenir l'accompagnement des stratégies de territoires intelligents et numériques | Plafond dépenses présentées : 200 000€ |
| | | 1iii Compétitivité des PME | 1 - Soutenir les investissements dans les entreprises du Tourisme pour accompagner les transformations, l'innovation | 500 000 € |
| | | | 2 - Valoriser l'image destination Occitanie - Renforcer l'attractivité des entreprises et des territoires touristiques | Plafond dépenses présentées : 200 000€ HT |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| | | | 3 - Soutenir les entreprises en vue de leur développement, leur expansion et de l'accès à des nouveaux marchés | Plafond dépenses présentées : 500 000€<br>250 000€ pour les entreprises situées dans le Massif des Pyrénées |
| | | | 4 - Développer l'offre d'accueil en immobilier collectif pour les entreprises (création, extension, requalification de pépinières, hôtels d'entreprises, tiers-lieux…) | Plafond dépenses présentées : 1 000 000 €<br>(en deça, intervention Région - DAFU) |
| FEDER | **Priorité 2**<br><br>**Agir face à l'urgence climatique et pour une économie décarbonée** | 2i Efficacité énergétique | 1 - Soutenir la réhabilitation énergétique du parc de logements sociaux (dont EnergieSprong) | Plafond dépenses présentées : 150 000 € |
| | | | 2 - Accompagner la construction et/ou la rénovation de bâtiments innovants et exemplaire s'inscrivant dans la démarche bâtiments durables Occitanie | Plafond dépenses présentées : 150 000 € |
| | | 2ii Energies renouvelables | 1 - Investir dans les équipements et installations de production d'énergies à partir de sources renouvelables | Plafond dépenses présentées : 150 000€ |
| | | | 2- Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables par la sensibilisation, l'information et le conseil | Plafond dépenses présentées : 80 000 € |
| | | 2iii Systèmes énergétiques intelligents | 1 - Investir dans les installations et équipements en faveur de la production, du stockage et de l'usage de l'hydrogène vert | Plafond dépenses présentées : 150 000 € |
| | | | 2 - Investir dans des projets de smart-grid ou de solutions de flexibilité du réseau public d'électricité | Plafond dépenses présentées : 150 000 € |
| | | 2iv Prévention des risques | 1 - Mettre en œuvre les travaux permettant de réduire les inondations | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |
| | | | 2 - développer les outils de gestion des risques et les programmes qui visent à réduire la vulnérabilité et augmenter la culture du risque | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |
| | | | 3- Préparer la recomposition spatiale et mettre en place un outil d'aide à la décision | Plafond dépenses présentées : 150 000 € |
| | | | 4 - Travaux d'atténuation des vulnérabilités | Plafond dépenses présentées : 150 000 € |
| | | 2vi Economie circulaire | 1 - Soutenir les projets de transition vers l'économie circulaire et de prévention des déchets | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |
| | | | 2 - Mieux trier et recycler les déchets | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| | | 2vii Biodiversité | 1 - Préserver et restaurer les infrastructures vertes et bleues, y compris dans l'environnement urbain | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |
| | | | 2 - Restaurer l'état des milieux aquatiques terrestres et littoraux | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |
| | | | 3 - Améliorer la connaissance des milieux et de leur fonctionnement pour massifier les solutions fondées sur la nature | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |
| | | | 4 - Soutenir les missions d'assistance technique à la gestion des milieux naturels terrestres, aquatiques, humides et littoraux | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |
| | | | 5 - préserver et restaurer les milieux et espèces aquatiques de la Garonne et ses affluents | Plafond dépenses présentées : 100 000 € |
| **FEDER** | **Priorité 3**<br><br>**Agir face à l'urgence climatique en développant les mobilités douces urbaines** | 2viii | 1 - Développer des solutions (et nouvelles solutions) de mobilités urbaines douces (vélos et vélos électriques, autres modes de déplacement légers dont électriques…) y compris des infrastructures et équipements spécifiques et/ou intégrés dans les projets de Pôles d'échanges Multimodaux | Plafond dépenses présentées : 300 000 € |
| **FEDER** | **Priorité 5**<br><br>**Promouvoir le rééquilibrage territorial en réduisant les disparités et en favorisant les ressources** | 5i Volet urbain | 1 - Améliorer le cadre de vie des habitants en zone défavorisée | 200 000 € |
| | | | 2 - Lutter contre la désertification médicale dans les zones urbaines défavorisés | 200 000 € |
| | | | 3 - Développer le logement à destination des populations fragiles et marginalisées | 200 000 € |
| | | | 4 - Développer les équipements culturels, touristiques et de loisir pour tous | Plafond dépenses présentées : 500 000 €<br>400 000 € pour les opérations de type « espaces d'accueil touristiques » |
| | | | 5 - Moderniser et créer des centres de formation dédiés aux apprentis, aux formations paramédicales et/ou en travail social et d'éducation supérieure | Plafond dépenses présentées : 300 000 € |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| | | | 6 - Volet Pyrénées | Plafond dépenses présentées : 100 000 €<br>150 000€ pour les actions de préservation et de valorisation du patrimoine pyrénéen |
| | | 5ii Volet rural | 1 - Améliorer le cadre de vie des habitants en zone rurale | Plafond dépenses présentées : 300 000 € |
| | | | 2 - Lutter contre la désertification médicale dans les zones rurales | Plafond dépenses présentées : 300 000 € |
| | | | 3 - Développer le logement à destination des populations fragiles et marginalisées | Plafond dépenses présentées : 150 000 € |
| | | | 4 - Développer les équipements culturels, touristiques et de loisir pour tous | Plafond dépenses présentées : 400 000 € |
| | | | 5 - Moderniser et créer des centres de formation dédiés aux apprentis, aux formations paramédicales et/ou en travail social et d'éducation supérieure | Plafond dépenses présentées : 300 000 € |
| | | | 6 - Volet Pyrénées | Plafond dépenses présentées : 100 000 €<br>150 000€ pour les actions de préservation et de valorisation du patrimoine pyrénéen |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| FSE+ | **Priorité 4**<br><br>**Former et accompagner pour favoriser le parcours vers l'emploi et la création d'activité** | 4a Accès au marché de travail des DE | Soutien à la création/transmission/reprise d'entreprise<br>Soutien à l'ESS via l'instrument financier | Les actions éligibles par le FSE+ ne sont pas éligibles à LEADER. |
| | | 4e Efficacité des systèmes d'éducation et de formation | Modernisation de l'offre de formation<br>Accompagnement vers l'emploi et la formation | Les actions éligibles par le FSE+ ne sont pas éligibles à LEADER. |
| | | 4f Egalité d'accès à la formation et à l'éducation | Dispositifs de seconde chance (ER2C, Nouvelle chance)<br>Ouvrir de nouvelles formations dans les VUE (Villes Universitaires d'équilibre)<br>DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires) | Les actions éligibles par le FSE+ ne sont pas éligibles à LEADER. |
| | | 4g Acquisition des compétences tout au long de la vie | Formations pré-qualifiantes et qualifiantes | Les actions éligibles par le FSE+ ne sont pas éligibles à LEADER. |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| FEADER | 70. MAEC | MAEC Transition des pratiques | Financement des éleveurs pour l'amélioration de l'autonomie protéique en élevage. Aide forfaitaire pour la réalisation d'un diagnostic et mise en œuvre d'un plan d'actions avec contrôle des résultats à 5 ans. | Non éligible LEADER |
| | | MAEC API/PRM | Aide forfaitaire apiculteurs + éleveurs de races menacées | Non éligible LEADER |
| | | Gardiennage des troupeaux hors dispositif prédation | Financement du gardiennage dans les zones de pastoralisme traditionnel effectué par les structures pastorales (AFP, GP, groupements forestiers, collectivités et groupements). | Non éligible LEADER |
| | 73. Investissements | Investissements pour les exploitations agricoles (DISPOSITIF UNIQUE) | Financement des investissements portés par des agriculteurs et sociétés coopératives actives dans la production agricole primaire (sécurisation de la production, agroéquipements, transition énergétique, transformation/commercialisation à la ferme, agritourisme). | Les investissements portant sur la production primaire, la diversification, la transformation, le stockage, le conditionnement et la commercialisation des produits agricoles portés par des collectivités ou d'autres structures publiques ou reconnues de droit public ou des structures non agricoles peuvent être éligibles au dispositif LEADER, sous réserve que la stratégie de développement local du GAL le prévoit.<br>Pour les études, seules sont éligibles au DU les études de faisabilité technique en lien avec un investissement. Les études d'opportunité d'avant-projet ne sont pas éligibles au DU. |
| | | Aires de lavage | Financement des infrastructures de lavage et remplissage des pulvérisateurs viticoles. | Non éligible LEADER |
| | | Plantation de vignes | Financement des investissements portés par des agriculteurs (JA/nouvel installé) pour la plantation de vignes. | Non éligible LEADER |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| | | Soutien aux investissements des entreprises agro-alimentaires (EAA) | Financement des investissements portés par des entreprises agroalimentaires actives dans la transformation, stockage et commercialisation de produits agricoles ou transformés (immobilier d'entreprise, acquisition d'équipements, prestations immatérielles dont études, y compris à l'export et recrutements). | Le dispositif LEADER peut financer tout projet d'investissement portant sur la transformation, le conditionnement, le stockage de produits agricoles et/ou la commercialisation de produits agricoles et/ou transformés et la diversification porté par une collectivité locale, un groupement de collectivités locales (hors abattoirs) ou toutes structures publiques assimilées (ESAT, régies, SPL, SEM, SEMOP, etc.) ou autre structure inéligible au dispositif EAA |
| | | Élaboration, révision et animation des Documents d'Objectifs Natura 2000 | Financement des actions mises en œuvre par les structures porteuses d'un site Natura 2000 dont parcs nationaux et associations de protection de la nature (prestations de service, frais de formation, frais d'acquisition de matériel et rémunération) | Non éligible LEADER |
| | | Contrats Natura 2000 | Financement de l'ensemble des actions contribuant à la préservation et la restauration des habitats et espèces d'intérêt communautaire au sein des sites Natura 2000 (prestations de service, achat d'équipements, frais études et rémunération). | Non éligible LEADER |
| | | Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) | Financement des équipements, infrastructures et travaux visant à faciliter la prévention et la lutte contre les incendies portés par les propriétés des forêts, collectivités et groupements, exploitants agricoles ou ONF. | Non éligible LEADER |
| | | Aide à la desserte forestière | Financement de la création et la mise aux normes des infrastructures de desserte internes aux massifs forestiers et de la réalisation d'aménagements et travaux permettant de mobiliser les bois par les propriétaires forestiers, groupements forestiers, collectivités et leurs groupements, ASA et ASL, coopératives forestières, GIEEF. | Non éligible LEADER |
| | | Mobilisation du bois par câble | Financement du débardage par câble permettant de mobiliser les bois par les propriétaires forestiers ou communes forestières (souvent via l'ONF). | Non éligible LEADER |
| | | Entreprise de travaux forestiers | En cours d'écriture | Non éligible LEADER |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| | | Cabanes, abris pastoraux et portage | Financement des investissements (dont héliportage) portés par les GP, AFP, syndicats de propriétaires, groupements forestiers, collectivités et groupements, PNR et parcs nationaux. | Non éligible LEADER |
| | | Soutien aux investissements pastoraux collectifs | Financement des investissements pastoraux collectifs portés par les GP, AFP, syndicats de propriétaires, groupements forestiers, collectivités et groupements, PNR et parcs nationaux (aménagement des points d'abreuvement, reconquête pastorale, aménagement de parcs, débroussaillage et création de dessertes pastorales). | Pour les investissements pastoraux menés par les ASA de travaux, les possibilités de financement peuvent relever du dispositif LEADER. |
| | | Aide aux infrastructures hydrauliques sur les territoires – volet individuel | En cours d'écriture - investissements matériels pour des retenues individuelles portés par des agriculteurs ou groupements d'agriculteurs | Non éligible LEADER |
| | | Aide aux infrastructures hydrauliques sur les territoires – volet collectif | Financement des études et investissements permettant de soutenir les infrastructures d'hydraulique agricole (amélioration d'une infrastructure ou augmentation des surfaces irriguées/volumes prélevés) portés par les ASA, ASL, UASA, AFAA, sociétés concessionnaires des ouvrages hydrauliques, communes et EPCI. | Non éligible LEADER |
| **FEADER** | **75. Installation des jeunes et nouveaux agriculteurs, création d'entreprises rurales** | Aides à l'installation des jeunes agriculteurs | Aide forfaitaire pour soutenir le projet global d'installation des moins de 40 ans. | Non éligible LEADER |
| | | Aides à l'installation des nouveaux agriculteurs | Aide forfaitaire pour soutenir le projet global d'installation des 40 ans et plus. | Non éligible LEADER |
| **FEADER** | **77. Coopération** | Accompagnement des projets des Groupes Opérationnels du Partenariat Européen pour l'Innovation | Financement de la mise en œuvre des projets des Groupes Opérationnels du PEI (GO PEI). Ces groupes sont des partenariats constitués pour traiter une problématique opérationnelle rencontrée par des acteurs de terrain (agriculteurs, sylviculteurs, entreprises de ces filières amont et/ou aval) via un projet pluriannuel d'innovation collaborative (prestations et rémunération). | Non éligible LEADER |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| | | Coopération territoriale | Financement des projets de territoire favorisant le développement économique par des projets visant à la transition de l'agriculture selon 4 axes (autonomie des territoires, qualité de vie, ressources naturelles et développement de l'économie du territoire) portés par des regroupements de collectivités, CA et structures économiques collectives (coopération, ODG, syndicat de cru). | Pas de ligne de partage => contrôles croisés<br><br>La poursuite identique d'une action financée sur le dispositif coopération est inéligible sur LEADER. |
| | | Aide à la promotion des produits alimentaires et vitivinicoles sous signe de qualité | Financement des actions d'information et de promotion des produits engagés dans un système de qualité reconnu qui concerne les produits agricoles, denrées alimentaires et produits vitivinicoles sous SIQO portées par les interprofessions, ODG, et associations interprofessionnelles pour la filière viti; ODG et structures de droit privé avec plus de 50% de SIQO et groupement d'agriculteurs pour les produits agricoles; structures régionales de droit privée (BIO) ou groupements de l'agriculture BIO pour le BIO. | Non éligible LEADER |
| | | Stratégie locale de développement forestier | Financement des projets de territoire concernant le développement économique forestier (chartes forestières et plans de massif) par le financement de la réalisation de diagnostics de territoires localisés, de l'élaboration et de l'animation d'un programme d'actions opérationnel portés par les PETR/Pays, PNR, EPCI ou établissement public avec une compétence forestière. | Non éligible LEADER |
| **FEADER** | **78. Formation, diffusion des connaissances et conseil** | Conseil et diffusion pour le pastoralisme collectif | Financement du conseil, information et diffusion auprès des structures pastorales collectives. | Non éligible LEADER |
| | | Formation professionnelle continue des acteurs | Financement de la mise en œuvre d'actions de formation professionnelle pour les acteurs agricoles, forestiers et ruraux, par les OPCO, FAF et organismes de formation. | Non éligible LEADER |
| | | Aide aux actions de diffusion d'informations et de démonstration | Financement des actions d'information ou de démonstration auprès des acteurs agricoles ou forestiers | Pas de ligne de partage => contrôles croisés |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| FEAMPA | Priorité 1<br><br>Pêche durable et conservation des ressources | 1.1.1.1 Modernisation, adapation et diversification des activités de pêche | M3 - Aide à la modernisation des navires de pêche (hors moteurs) | Non éligible LEADER |
| | | 1.1.1.3 Investissements dans les ports de pêche | M5 - Aide à la modernisation des ports de pêche, sites de débarquement, halles à marée | Non éligible LEADER |
| | | 1.1.1.2 Conseil et formation | M11 - Aide aux actions collectives d'intérêt régional pour le développement de filières halieutiques durables<br>(Volet "PECHE") | Non éligible LEADER |
| | | 1.1.1.4 R Recherche et innovation | | Non éligible LEADER |
| | | 1.1.1.6 Actions collectives | | Non éligible LEADER |
| | | 1.1.2.1 Installation jeunes pêcheurs | M1 - Aide à la première acquisition d'un navire de pêche d'occasion | Non éligible LEADER |
| | | 1.1.2.2 Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut | M4 - Aide à l'augmentation du tonnage brut des navires de pêche pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique | Non éligible LEADER |
| | | 1.2.1 Investissement dans la réduction de la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique | M2 - Aide au remplacement ou modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire pour un navire de pêche | Non éligible LEADER |
| | | 1.6.3 Opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et aquaculture en mer et sur le littoral | M6 - Aide à la collecte passive de déchets plastique en mer par les pêcheurs | Non éligible LEADER |
| | | 1.6.2. Innovation impact pêche écosystème d'ampleur régionale | M7 - Aide à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques | Non éligible LEADER |
| | | 1.6.4 Expérimentation d'actions localesen faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins, hors mise en œuvres des directives européennes | | Non éligible LEADER |
| FEAMPA | Priorité 2<br><br>Aquaculture durable et transformation | 2.1.1 Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles | M9 - Aide aux investissements productifs en aquaculture | Non éligible LEADER |
| | | 2.1.2 Installation aquacole | M8 - Aide à la création d'entreprises pour les nouveaux aquaculteurs | Non éligible LEADER |
| | | 2.1.3 R Recherche et innovation | | Non éligible LEADER |

| FONDS | Article PSN/ Priorité | Dispositif / OS | Descriptif / Typologie d'actions | Ligne de partage LEADER |
|---|---|---|---|---|
| | | 2.1.6 Actions collectives, communication, médiation, animation des filières | M11 - Aide aux actions collectives d'intérêt régional pour le développement de filières halieutiques durables<br>(Volet "AQUACULTURE") | Non éligible LEADER |
| | | 2.2.1 Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation | M10 - Aide aux investissements en faveur de la commercialisation et la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture | Non éligible LEADER |
| | | 2.2.2 R Recherche et innovation | M11 - Aide aux actions collectives d'intérêt régional pour le développement de filières halieutiques durables<br>(Volet "MARCHES") | Non éligible LEADER |
| | | 2.2.4 Actions collectives, communication, médiation, animation de filière | | Non éligible LEADER |
| **FEAMPA** | **Priorité 3**<br><br>**Permettre la croissance d'une économie bleue durable et favoriser la prospérité des communautés côtières** | 3.1 Permettre une économie durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement durable des communautés de pêche et d'aquaculture | M13 - Aide à la mise en œuvre des stratégies DLAL FEAMPA | Non éligible LEADER |